

# INVESTIR LE QUÉBEC

**LE RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE COMPREND :**

- > le rapport de gestion
- > le rapport de la direction
- > les états financiers audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant
- > le relevé du coût des investissements à impact économique québécois
- > le relevé des autres investissements
- > le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires



# CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DES JARDINS

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires complets de la Société. Il explique du point de vue de la direction les résultats que la Société a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8 ou en consultant notre site ([capitalregional.com](http://capitalregional.com)) ou le site de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2011. Ces renseignements découlent des états financiers annuels et intermédiaires audités de la Société.

### RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

	30 juin 2011	31 déc. 2010	31 déc. 2009	31 déc. 2008	31 déc. 2007	31 déc. 2006
Produits (en milliers \$)	23 513	44 970	39 900	39 520	32 015	27 386
Bénéfice net (perte nette) (en milliers \$)	11 909	18 696	17 145	(29 347)	(22 243)	(10 238)
Actif net (en milliers \$)	1 081 702	1 019 846	905 921	812 606	732 529	654 620
Actions en circulation (en milliers)	107 945	102 908	93 142	85 159	74 097	64 139
Ratio des charges totales d'exploitation (%)	2,7	2,8	2,8	3,1	3,4	3,5
Taux de rotation du portefeuille :						
> investissements à impact économique québécois (%)	14	11	9	9	11	7
> autres investissements (%)	110	112	84	83	33	38
Ratio des frais d'opérations <sup>(1)</sup> (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires	107 032	111 476	118 119	122 128	120 652	118 250
Émission d'actions (en milliers \$)	105 472	180 982	129 443	126 440	101 763	79 544
Rachat d'actions (en milliers \$)	55 525	85 753	53 273	17 016	1 611	1 401
Nombre d'entreprises et coopératives / fonds partenaires	215/9	230/8	222/6	207/6	189/6	171/6
Investissements à impact économique québécois au coût (en milliers \$)	467 726	473 331	475 785	412 828	396 136	332 664
Juste valeur des investissements à impact économique québécois (en milliers \$)	427 432	439 550	401 321	348 408	360 782	315 700
Fonds engagés mais non déboursés (en milliers \$)	153 207	200 485	63 907	64 446	73 624	103 871

<sup>(1)</sup> Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour la Société.

### VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION

	30 juin 2011	31 déc. 2010	31 déc. 2009	31 déc. 2008	31 déc. 2007	31 déc. 2006
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
<b>Actif net par action au début de la période/de l'exercice</b>	<b>9,91</b>	<b>9,73</b>	<b>9,54</b>	<b>9,89</b>	<b>10,21</b>	<b>10,37</b>
<b>Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation</b>	<b>0,12</b>	<b>0,19</b>	<b>0,19</b>	<b>(0,35)</b>	<b>(0,33)</b>	<b>(0,17)</b>
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,22	0,45	0,43	0,47	0,47	0,40
Charges d'exploitation	(0,13)	(0,27)	(0,27)	(0,30)	(0,35)	(0,34)
Impôts et taxe sur le capital	(0,04)	(0,07)	(0,06)	0,04	0,10	0,00
Gains (pertes) réalisés	0,14	(0,36)	0,13	(0,20)	(0,24)	(0,19)
Gains (pertes) non réalisés	(0,07)	0,44	(0,04)	(0,36)	(0,31)	(0,04)
<b>Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,01</b>	<b>0,01</b>
<b>Actif net par action à la fin de la période/de l'exercice</b>	<b>10,02</b>	<b>9,91</b>	<b>9,73</b>	<b>9,54</b>	<b>9,89</b>	<b>10,21</b>

## SOMMAIRE

La Société a clôturé son premier semestre 2011 avec un bénéfice net de 11,9 M\$ (7,0 M\$ pour la même période en 2010), soit un rendement non annualisé de 1,2 % (0,8 % au 30 juin 2010). L'actif net par action augmente ainsi à 10,02 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation au 30 juin 2011, comparativement à 9,91 \$ à la fin de l'exercice 2010. À titre indicatif, à ce prix de 10,02 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans obtiendrait un rendement annuel, compte tenu du crédit d'impôt de 50 % dont il a bénéficié, se situant entre 9,1 % et 9,8 % net d'impôt.

Le rendement de la Société s'explique principalement par la contribution des activités d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements. L'actif alloué à l'activité d'investissements à impact économique québécois vise la réalisation de la mission de développement économique auprès des régions du Québec et des coopératives. Il se répartit entre cinq catégories d'actif et est composé essentiellement d'actions et de débetures. Cette activité affiche un rendement non annualisé de 4,4 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2011 comparativement à un rendement non annualisé de 2,6 % pour la même période un an plus tôt. La majorité des catégories d'actif ont contribué à ce rendement. Au 30 juin 2011, le coût des investissements à impact économique québécois déboursés s'élève à 467,7 M\$. De plus, les fonds engagés mais non déboursés se chiffrent à 153,2 M\$, en baisse de 47,3 M\$ comparativement au 31 décembre 2010. Au cours du semestre, la Société s'est engagée pour un montant de 10 M\$ dans un nouveau fonds créé à l'initiative du gouvernement du Québec soit le Fonds Relève Québec. Parallèlement, des investissements de 64,3 M\$ ont été réalisés sur cette même période dont 12,3 M\$ dans le fonds Capital croissance PME S.E.C. créé en 2010 et dont la Société est commanditaire à 50 %.

L'activité des autres investissements concerne le solde des fonds non investis auprès des entreprises partenaires. Ce portefeuille, composé essentiellement d'obligations, d'instruments de marché monétaire et d'actions privilégiées, est constitué de façon à sécuriser le rendement de la Société et à assurer la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions et aux investissements. Cette activité a généré un rendement non annualisé de 1,8 % pour le premier semestre de 2011 (2,3 % pour la période correspondante de 2010). Ce rendement découle principalement d'une base solide de produits courants ainsi que de la réduction des attentes du marché quant à de futures hausses des taux d'intérêt.

Le 17 mars 2011, dans le cadre du dépôt de son budget, le ministre des Finances du Québec annonçait qu'il portait de 1 à 1,25 G\$ le plafond de capitalisation de la Société, lui permettant ainsi de poursuivre sa croissance et son appui à l'économie du Québec. Au cours du semestre, les souscriptions au capital recueillies se sont élevées à 105,5 M\$ alors que les rachats d'actions ont totalisé 55,5 M\$. L'actif net a ainsi atteint 1 081,7 M\$, en hausse de 6,1 % par rapport au 31 décembre 2010. Le nombre d'actionnaires au 30 juin 2011 était de 107 032.

## CONTEXTE ÉCONOMIQUE

### Rétrospective pour le premier semestre 2011

La première moitié de 2011 s'est déroulée sur un fond de risques internationaux. La crise dans les pays arabes a donné le ton dès le début de l'année, en faisant grimper les prix du pétrole. Au printemps, le problème des finances publiques dans certains pays de la zone euro, notamment la demande d'aide de Portugal et les craintes de défaut de la Grèce, a rapidement ramené le spectre d'une autre crise financière à incidence internationale. En mars, le séisme au Japon, suivi du tsunami et de problèmes à plusieurs centrales nucléaires, a bouleversé les chaînes d'approvisionnement mondiales, affectant notamment la production automobile partout sur la planète. Ces événements ont d'ailleurs entraîné les marchés boursiers nord-américains vers le bas. La recrudescence de l'inflation dans la plupart des grandes régions du monde a aussi caractérisé cette première moitié de 2011.

La faible croissance annualisée de 0,4 % du PIB réel aux États-Unis au cours du premier trimestre et 1,3 % au cours du deuxième trimestre de 2011 montre bien à quel point l'économie de ce pays a été malmenée par tous ces événements. Les mauvaises conditions climatiques dans certaines régions en début d'année et la hausse des prix de l'essence ont ralenti la progression de la consommation des ménages. L'absence totale de reprise du secteur de l'immobilier résidentiel et le retour récent de la faiblesse du marché du travail ont mis encore une fois en lumière la fragilité de la reprise économique. Un semestre difficile pour les États-Unis qui ont aussi dû conjuguer avec un bras de fer politique concernant les limites de dépenses du budget de 2011.

L'économie canadienne, avec une hausse annualisée de 3,9 % du PIB réel au cours des trois premiers mois de 2011, a contrasté avec celle de notre voisin du Sud. Cette progression cachait toutefois une croissance de seulement 0,2 % de la consommation des ménages, la plus faible depuis la dernière récession. Les pluies abondantes du printemps, les prix élevés de l'essence, la faiblesse de l'économie américaine, la force du huard et les problèmes d'approvisionnement des usines d'assemblage d'autos ont cependant refroidi la vigueur de l'économie canadienne au deuxième trimestre. Avec un tel environnement économique et financier, la Banque du Canada a décidé de ne pas hausser ses taux directeurs.

Tout comme le Canada, le Québec a connu un bon début d'année avec une croissance annualisée de 3,6 % du PIB réel au premier trimestre. Favorisées par leur bonne situation financière, les entreprises ont poursuivi leurs investissements, tant en construction qu'en machinerie et équipement. Les investissements résidentiels et les dépenses publiques ont également maintenu une bonne cadence. Par contre, l'économie québécoise a été affaiblie par les exportations ainsi que par les dépenses des ménages qui ont diminué de 0,8 %, en partie à cause de la hausse de 1 % de la taxe de vente du Québec (TVQ).

## Perspectives 2011

Les perspectives économiques et financières ont été fortement influencées par les récentes turbulences sur les marchés financiers et la publication d'indicateurs économiques très décevants. Tout indique maintenant que la reprise demeurera anémique aux États-Unis, et de nouvelles contractions du PIB réel ne sont pas exclues. La croissance prévue du PIB réel ne devrait afficher qu'un maigre 1,5 % pour 2011 et 2012. Même si le Canada est en meilleure posture à certains égards (ex. : marge de manœuvre budgétaire, secteur financier sain, etc.), sa forte intégration commerciale à l'économie américaine et la baisse des prix des matières premières auront leurs effets de ce côté-ci de la frontière. Les prévisions de croissance du PIB réel au Canada s'élèvent à 2,3 % pour 2011 et à 2,1 % pour 2012. Le huard aura de la difficulté à se maintenir au-dessus de la parité par rapport au billet vert.

Avec des économies en détresse et des risques élevés de contraction dans les pays industrialisés, les taux obligataires américains et canadiens devraient rester à des niveaux historiquement faibles pendant une période prolongée. La Réserve fédérale américaine et la Banque du Canada devraient maintenir leurs taux directeurs stables au moins jusqu'à la mi-2013. Les marchés boursiers évolueront au gré des indicateurs économiques et des nouvelles financières, ce qui annonce des périodes de forte volatilité.

Le Québec ne vit pas en vase clos. Déjà, certains indicateurs économiques montraient une faiblesse plus forte que prévu au second trimestre. Même si la création d'emplois laisse encore une bonne impression de la tenue de l'économie de la province, la baisse de régime de l'économie américaine touchera durement les entreprises exportatrices au cours des prochains mois. Les turbulences des marchés financiers risquent d'affecter davantage la confiance des ménages. La croissance économique du Québec ne devrait pas dépasser 2 % pour les deux prochaines années. Elle est estimée à 1,7 % pour 2011 et 2012.

## Le marché du capital de risque au premier semestre 2011

Les résultats du premier semestre de 2011 témoignent d'une expansion considérable des transactions effectuées au Québec. Les niveaux d'investissement atteignaient 225 M\$ à la fin juin, soit 23 % de plus que les 183 M\$ investis au premier semestre 2010. Le nombre de compagnies financées par du capital de risque, quant à lui, s'élevait à 130, en hausse de 44 % par rapport au premier semestre 2010.

Le nombre d'entreprises financées s'étant accru plus vite que les dollars engagés, les montants investis par compagnie se sont élevés en moyenne à 1,6 M\$ pour le premier semestre 2011, en baisse de 24 % par rapport à la moyenne de 2,1 M\$ au premier semestre 2010.

Quant à la répartition des investissements, les secteurs TI et traditionnels ont augmenté en importance représentant respectivement 35 % et 32 % des investissements totaux. Les compagnies aux étapes ultérieures de développement ont été en tête de l'activité transactionnelle, absorbant plus des deux tiers de tous les capitaux investis (225 M\$). Les fonds de travailleurs et les fonds fiscalisés ont dominé avec 43 % des investissements, soit une somme de 97 M\$, en hausse de 66 % comparativement au premier semestre 2010.

Sur le plan canadien, un niveau de mobilisation plus bas a été constaté alors que les nouveaux capitaux se sont élevés à 374 M\$, en baisse de 46 % par rapport au premier semestre 2010. Le Québec a obtenu 60 % des nouveaux capitaux, de loin la plus grosse part enregistrée depuis le début de l'année.

## ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

Capital régional et coopératif Desjardins a vu le jour le 1<sup>er</sup> juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, Desjardins Capital de risque inc., assure la gestion des activités de la Société.

La Société vise à participer à un Québec plus prospère en assurant un appui soutenu aux entreprises et coopératives, et ce, tout en tenant compte des réalités économiques régionales. Elle fait vivre l'esprit du milieu coopératif en contribuant à la continuité des entreprises et en faisant croître la richesse collective dans les régions.

## Mission, objectifs et stratégies de la Société

La mission, les objectifs et les stratégies de la Société n'ont connu aucun changement depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

## Gestion des risques

### GOUVERNANCE DES RISQUES

Dans le cadre de son rôle de surveillance et de reddition de comptes, le conseil d'administration s'assure que les principaux risques reliés aux activités de la Société soient identifiés et que des mécanismes de contrôles soient en place. Pour ce faire, il est appuyé par différents comités qui se répartissent le suivi et

l'encadrement de ces risques, lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées.

Les rôles et responsabilités du comité exécutif, du comité d'audit, du comité de gestion des actifs financiers et du comité d'éthique et de déontologie n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

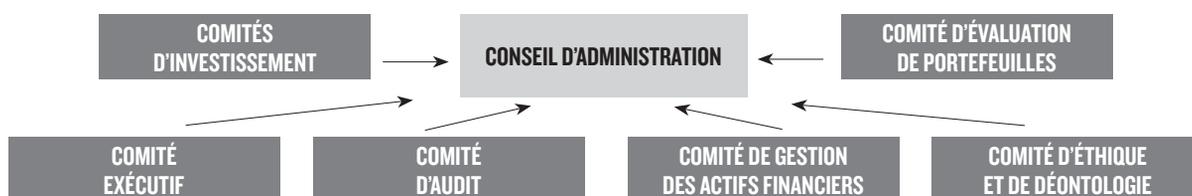
Toutefois, depuis le 1<sup>er</sup> juin 2011, le conseil d'administration a intégré sous sa gouvernance les deux comités d'investissement et le comité d'évaluation de portefeuilles, antérieurement sous la responsabilité du gestionnaire.

Le mandat général des comités d'investissement consiste à évaluer et approuver des transactions reliées aux investissements à impact économique québécois présentées par le gestionnaire de la Société et provenant de ses lignes d'affaires. Ces transactions sont autorisées à l'intérieur des paramètres fixés par le conseil d'administration, selon le processus décisionnel approuvé. Ces comités sont composés respectivement de deux administrateurs de la Société et de membres externes, choisis en fonction de leur maîtrise et de leur expérience des secteurs ciblés aux diverses politiques

régissant les activités d'investissement, et pour leur capacité à détecter les risques liés à une transaction.

Pour sa part, le mandat général confié au comité d'évaluation de portefeuilles consiste en la révision semestrielle de toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de la Société, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus servant à l'évaluation est conforme à la réglementation applicable à la Société. Ce comité est également composé de deux administrateurs de la Société et de membres externes possédant collectivement un éventail d'expertises pertinentes à leur mandat.

Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> juin 2011, l'encadrement de gouvernance se présente comme suit :



#### NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur de la Société dans le cadre de l'audit des états financiers sur lesquels un rapport des auditeurs a été émis le 18 août 2011.

#### RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici d'un risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques de marché ayant une incidence directe sur la Société sont énumérés ci-après :

#### RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La variation des taux d'intérêt a des répercussions importantes sur la valeur au marché des titres à revenus fixes détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 640,6 M\$ (539,6 M\$ au 31 décembre 2010).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 100,7 M\$ (85,9 M\$ au 31 décembre 2010) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à échéance.

Les obligations d'une juste valeur de 514,3 M\$ (428,9 M\$ au 31 décembre 2010) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 21,0 M\$ du résultat net représentant une baisse de 2,0 % du prix de l'action de la Société au 30 juin 2011 (14,2 M\$ pour 1,5 % au 31 décembre 2010). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné la hausse du résultat net de 22,3 M\$ représentant une hausse de 2,2 % du prix de l'action (14,9 M\$ pour 1,5 % au 31 décembre 2010). Compte tenu que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les actions privilégiées d'une juste valeur de 25,6 M\$ (24,8 M\$ au 31 décembre 2010) peuvent également être touchées par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des actions privilégiées. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié aux actions privilégiées est faible compte tenu des montants en jeu.

L'encaisse porte intérêt au taux moyen pondéré de 0,62 % (taux moyen pondéré de 0,74 % au 31 décembre 2010). Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs ne portent pas intérêt.

#### RISQUE DE MARCHÉS BOURSIERS

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 30 juin 2011, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions dans trois entreprises cotées pour une valeur de 5,3 M\$ représentant 0,5 % de l'actif net (quatre entreprises d'une valeur de 5,8 M\$ au 31 décembre 2010 représentant 0,6 % de l'actif net). Ainsi, une hausse ou une baisse de 10 % des marchés boursiers aurait eu comme incidence une augmentation ou une diminution du résultat net de la Société de 0,3 M\$ respectivement (0,5 M\$ au 31 décembre 2010).

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs, l'incidence de ces risques et leur complémentarité sont pris en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

#### RISQUE DE DEVICES

L'évolution de la devise a une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de la Société. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des investissements évalués tout d'abord en devise étrangère puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces investissements dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère représentent une juste valeur de 79,6 M\$ soit 7,4 % de l'actif net au 30 juin 2011, comparativement à 68,7 M\$ soit 6,7 % de l'actif net au 31 décembre 2010.

La Société vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux investissements évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ a été accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 30 juin 2011, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle a livré 78,4 M\$ US au taux de 1,0329 \$ CA/\$ US ainsi que 0,9 M\$ AU (dollar australien) au taux de 0,9690 \$ CA/\$ AU, et ce, le 15 juillet 2011.

L'exposition nette de la Société aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 3,0 M\$ (0,6 M\$ au 31 décembre 2010). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de la Société.

#### RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par secteur d'activité, par stade de développement et par type d'instrument financier, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

La Société n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système Risk Analyst de Moody's. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote supérieure ou égale à 7, font l'objet d'une révision mensuelle, afin de les répartir entre les cotes 7 à 12.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Les investissements à impact économique québécois sont répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

		AU 30 JUIN 2011		AU 31 DÉCEMBRE 2010	
COTES		(EN MILLIERS \$)	(EN %)	(EN MILLIERS \$)	(EN %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	380 289	88,9	375 494	85,4
7 à 9	À risque	31 438	7,4	43 397	9,9
10 à 12	À haut risque et en insolvabilité	15 705	3,7	20 659	4,7

Pour le portefeuille des autres investissements, ces risques sont gérés par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant une cote de crédit équivalente à la cote BBB de Standard & Poor's ou DBRS ou mieux. Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant, de même qu'au moment des opérations d'achat-rachat.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	AU 30 JUIN 2011		AU 31 DÉCEMBRE 2010	
	% DU PORTEFEUILLE	% DE L'ACTIF NET	% DU PORTEFEUILLE	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois	<b>30,1</b>	<b>11,9</b>	27,7	12,0
Autres investissements*	<b>54,4</b>	<b>32,2</b>	65,4	34,7

\* Les émetteurs gouvernementaux représentent 90,3 % (65,7 % au 31 décembre 2010) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration de crédit.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

#### RISQUE DE LIQUIDITÉS

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec

des investissements liquides qui devraient représenter environ 40 % des actifs sous gestion lorsque la capitalisation de la Société aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera stabilisé, et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque.

## Résultats d'exploitation

### RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE LA SOCIÉTÉ

La Société affiche un bénéfice net de 11,9 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2011, soit un rendement non annualisé de 1,2 %, comparativement à un bénéfice net de 7,0 M\$ (rendement non annualisé de 0,8 %) pour la même période en 2010.

La stratégie de répartition d'actif permet à la Société de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré limitant ainsi sa volatilité, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa mission de contribution au développement économique des régions du Québec et des coopératives. En période de fluctuations importantes des marchés, la Société devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

La performance de la Société provient essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des contributions non annualisées respectives de 2,0 % et 1,0 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration, ainsi que les impôts représentent un impact de 1,8 % sur le rendement de la Société.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	30 JUIN 2011				30 JUIN 2010			
	ACTIF MOYEN SOUS GESTION M\$	PONDÉRATION %	RENDEMENT NON ANNUALISÉ 6 MOIS %	CONTRIBUTION NON ANNUALISÉE 6 MOIS %	ACTIF MOYEN SOUS GESTION M\$	PONDÉRATION %	RENDEMENT NON ANNUALISÉ 6 MOIS %	CONTRIBUTION NON ANNUALISÉE 6 MOIS %
Investissements à impact économique québécois	<b>434</b>	<b>41,5</b>	<b>4,4</b>	<b>2,0</b>	403	43,8	2,6	1,2
Autres investissements et encaisse	<b>612</b>	<b>58,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,0</b>	517	56,2	2,3	1,3
	<b>1 046</b>	<b>100,0</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	920	100,0	2,5	2,4
Charges, nettes des frais d'administration			<b>(1,4)</b>	<b>(1,4)</b>			(1,3)	(1,3)
Impôts et taxe sur le capital			<b>(0,4)</b>	<b>(0,4)</b>			(0,3)	(0,3)
Rendement de la Société			<b>1,2</b>	<b>1,2</b>			0,8	0,8

RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIF	30 JUIN 2011				30 JUIN 2010			
	ACTIF MOYEN SOUS GESTION M\$	PONDÉRATION %	RENDEMENT NON ANNUALISÉ 6 MOIS %	CONTRIBUTION NON ANNUALISÉE 6 MOIS %	ACTIF MOYEN SOUS GESTION M\$	PONDÉRATION %	RENDEMENT NON ANNUALISÉ 6 MOIS %	CONTRIBUTION NON ANNUALISÉE 6 MOIS %
<b>Investissements à impact économique québécois</b>								
Capital de développement	160	15,3	2,8	0,5	149	16,1	0,2	0,1
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	129	12,3	5,8	0,6	123	13,3	8,0	1,1
Innovations technologiques	47	4,5	32,9	1,9	51	5,6	(1,1)	(0,1)
Capital de risque – Santé	25	2,4	(34,1)	(1,1)	27	3,0	4,6	0,1
Fonds	73	7,0	(0,4)	0,0	53	5,8	(0,8)	0,0
<b>Autres investissements et encaisse</b>								
Obligations, actions privilégiées, marché monétaire et encaisse	612	58,5	1,8	1,0	516	56,1	2,3	1,3
Fonds de fonds de couverture	0	0,0	8,2	0,0	1	0,1	12,1	0,0
	<b>1 046</b>	<b>100,0</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>920</b>	<b>100,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>

### INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 64,3 M\$ réalisés au cours du premier semestre de 2011 ainsi que des produits de cession de 81,2 M\$ et des gains nets de 3,7 M\$ ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 427,7 M\$ au 30 juin 2011 (440,9 M\$ au 31 décembre 2010).

En plus de ces investissements directs, la Société a également poursuivi sa mission par le biais de Capital croissance PME S.E.C. (« CCPME ») dont l'objectif principal est d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés. La Société et la Caisse de dépôt et placement du Québec, en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagées à y investir, à parts égales, une somme totale de 200 M\$ sur une période de trois ans débutant le 1<sup>er</sup> juillet 2010. Le gestionnaire de cette société en commandite est Desjardins Capital de risque, soit le même gestionnaire que la Société. Ce fonds constitue un levier additionnel pour permettre à la Société de réaliser sa mission de développement économique dans l'ensemble du Québec, entre autres, dans les régions ressources et les coopératives. Au 30 juin 2011, la Société avait déboursé 19,2 M\$ sur son engagement total de 100 M\$ permettant ainsi à CCPME d'appuyer 28 entreprises dans leur développement.

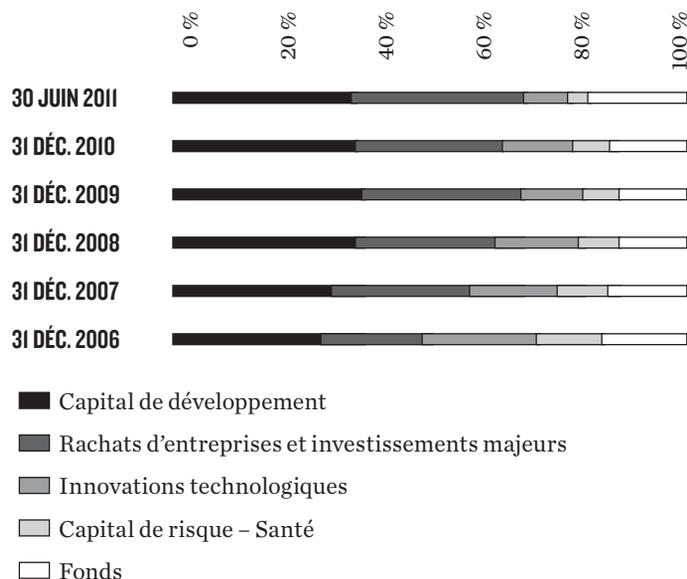
D'autre part, dans le cadre de son discours sur le budget prononcé le 17 mars 2011, le ministre des Finances du Québec annonçait la création du Fonds Relève Québec qui offrira des prêts à conditions avantageuses aux repreneurs québécois lors du transfert d'entreprise afin de financer une partie de leur mise de fonds. Le gouvernement du Québec ainsi que deux autres partenaires participeront au financement de ce fonds. Pour sa part, la Société y consacrera une somme de 10 M\$.

L'activité d'investissements doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 153,2 M\$ au 30 juin 2011 comparativement à 200,5 M\$ au 31 décembre 2010. Ce dernier montant incluait deux dossiers majeurs représentant plus de 41 M\$ qui ont été déboursés en début d'année 2011.

Les engagements totaux au coût au 30 juin 2011 s'élevaient à 620,9 M\$ dans 224 entreprises, coopératives et fonds, dont 467,7 M\$ ont été déboursés dans 221 entreprises, coopératives et fonds en portefeuille.

Des billets à payer d'une juste valeur de 15,0 M\$ (17,1 M\$ au 31 décembre 2010) découlent de l'acquisition, le 30 novembre 2010, de certains investissements de Desjardins Capital de risque S.E.C. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par la Société.

Le gestionnaire de la Société répartit ses activités d'investissements à impact économique québécois en cinq catégories d'actif. Au besoin, le gestionnaire accentue son développement des affaires dans certains secteurs d'activité économique ou catégorie d'actif afin de procéder au balancement de ce portefeuille. La gamme des instruments financiers utilisés peut également différer afin de générer à la fois un rendement à court terme et un rendement à long terme pour les actionnaires de la Société. Au 30 juin 2011 ainsi qu'au 31 décembre des cinq derniers exercices, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois se répartissait ainsi par catégorie d'actif :



Au cours du premier semestre 2011, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution positive de 19,6 M\$ comparativement à 10,8 M\$ pour la même période en 2010. La majorité des catégories d'actif ont contribué à ce rendement, dont en particulier « Innovations technologiques » qui a généré des gains importants lors de la disposition de quatre participations. La catégorie d'actif « Capital de risque - Santé » a, pour sa part, connu un semestre plus difficile, entre autres, à la suite de la mise en bourse d'une de ses participations à une valeur inférieure à celle anticipée.

#### CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (EN MILLIERS \$)

	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2011	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2010
Produits	13 956	12 331
Gains et pertes	5 622	(1 524)
	19 578	10 807

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. L'augmentation des produits s'explique essentiellement par une hausse du rendement effectif liée à l'amélioration de la qualité globale du portefeuille.

La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées à chaque année soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

#### DÉTAIL DES GAINS ET PERTES (EN MILLIERS \$)

	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2011
Variation de valeurs non réalisée – sociétés publiques	(4 854)
Variation de valeurs non réalisée – sociétés privées	(3 825)
Effet net des dispositions	14 300
Gains et pertes	5 622

La revue du 30 juin 2011 a entraîné un ajustement de l'évaluation de 71 investissements et le premier semestre 2011 se termine avec une baisse de valeur non réalisée, nette des variations de billets à payer, de 3,8 M\$. Les sociétés publiques présentes au portefeuille, dont la juste valeur déterminée en fonction de prix cotés sur des marchés actifs se chiffre à 5,3 M\$ au 30 juin 2011, ont généré une baisse de valeur, nette d'un billet à payer, de 4,9 M\$ au cours du semestre. Pour cette même période, les cessions et radiations d'investissements à impact économique québécois ont entraîné un gain réalisé de 11,3 M\$ et un gain non réalisé de 3,0 M\$, pour un impact net sur les résultats à la hausse de 14,3 M\$.

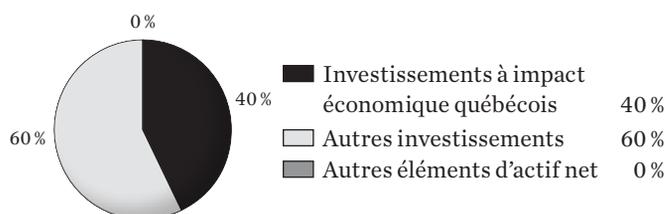
En considérant l'ensemble des incidences, la Société a enregistré aux résultats du semestre un gain réalisé et non réalisé de 5,6 M\$ comparativement à une perte de 1,5 M\$ pour la même période en 2010. L'impact positif de ces variations de la juste valeur du portefeuille d'investissements à impact économique québécois sur les résultats de la Société confirme que ce portefeuille devient plus mature et que sa répartition d'actif est plus équilibrée.

Au 30 juin 2011, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est maintenu à un niveau satisfaisant et comparable à celui observé au 31 décembre 2010.

#### AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

#### RÉPARTITION DE L'ACTIF NET AU 30 JUIN 2011



Au 30 juin 2011, le portefeuille des autres investissements de la Société, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 646,6 M\$, comparativement à 578,0 M\$ au 31 décembre 2010. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit.

Au 30 juin 2011, près de 70 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale. La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 60 % au terme du premier semestre 2011, comparativement à 57 % au 31 décembre 2010. L'émission 2011 des actions de la Société en vente depuis la fin mai connaît un fort succès. Ainsi, l'excédent de la souscription nette sur les nouveaux investissements à impact économique québécois déboursés contribue à cette hausse ponctuelle de la pondération du portefeuille des autres investissements. La Société anticipe que ce ratio devrait diminuer graduellement au cours des prochains exercices afin de se situer autour de 40 % lorsque la capitalisation aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera stabilisé, permettant ainsi d'accroître la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

Pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'elle prévoit effectuer, la Société dispose, au 30 juin 2011, de liquidités représentant 16,4 % du portefeuille des autres investissements (21,4 % au 31 décembre 2010). Ce niveau de liquidités que la Société se doit de maintenir en vertu de ses saines pratiques de gestion vient limiter le potentiel de rendement global de ce portefeuille.

Afin de bonifier la performance totale des portefeuilles, le gestionnaire dispose également d'une latitude pour prendre des positions de marché en faisant usage d'opérations d'achat-rachat. Ces opérations sont effectuées dans un portefeuille de superposition et les limites de risques potentiels qui y sont associées sont définies et encadrées par le comité de gestion des actifs financiers de la Société et suivies quotidiennement par le gestionnaire. Cette activité a généré un gain de 0,9 M\$ pour les six premiers mois de 2011 (0,8 M\$ pour la même période en 2010). Au 30 juin 2011, la Société n'avait aucune position de marché.

La liquidation ordonnée du fonds de fonds de couverture débutée en 2008 à la suite de l'effondrement rapide des cours boursiers se poursuit. Ainsi, la juste valeur des parts encore détenues au 30 juin 2011 s'élève à 0,2 M\$ (0,3 M\$ au 31 décembre 2010). Compte tenu des événements de 2008, la stratégie de répartition d'actif de la Société n'inclut plus cette catégorie d'actif.

#### CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (EN MILLIERS \$)

	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2011	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2010
Produits	9 093	7 648
Gains et pertes	1 072	4 090
	<b>10 165</b>	11 738

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition. Les gains (pertes) réalisés sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût non amorti, sans égard aux gains (pertes) non réalisés au cours d'exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de la période en cours.

Les autres investissements contribuent encore de façon importante aux produits d'exploitation de la Société, et ce, malgré la faiblesse des taux d'intérêt. Leur contribution s'élève à 10,2 M\$ pour le premier semestre 2011, comparativement à 11,7 M\$ un an plus tôt. Les produits courants sont en hausse par rapport à ceux de la même période de 2010, ce qui s'explique par le maintien du taux d'intérêt moyen effectif du portefeuille obligataire et la hausse du solde moyen des obligations. Enfin, pour le premier semestre de 2011, la Société a enregistré un gain net sur son portefeuille des autres investissements de 1,1 M\$. La Banque du Canada n'a effectué aucune hausse du taux directeur depuis la fin du dernier exercice. La réduction des attentes des marchés quant à de futures hausses de taux d'intérêt au Canada a généré de légères plus-values pour le portefeuille obligataire au cours du premier semestre 2011.

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées de taux d'intérêt. L'éventuelle remontée de ces taux aura un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées. La stratégie de gestion des actifs de la Société vise un appariement de l'échéance moyenne de ce portefeuille avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations de taux d'intérêt sur les résultats de la Société.

#### SOUSCRIPTION

La Société offre de souscrire à ses actions uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins. Au 30 juin 2011, ce réseau de distribution était constitué de 403 caisses Desjardins et de 860 centres de service, pour un total de 1 263 points d'accès.

La souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à 50 % de l'ensemble des montants souscrits, jusqu'à concurrence d'un crédit d'impôt de 2 500 \$ par période de capitalisation. La période de détention minimale des actions de la Société est de sept ans, jour pour jour de la date d'achat, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

La Société peut recueillir un montant maximal de 150 M\$ par période de capitalisation, et ce, tant que son capital-actions n'aura pas atteint, pour une première fois, à la fin d'une période de capitalisation, le plafond de capitalisation de la Société. Lors de son discours sur le budget prononcé le 17 mars 2011, le ministre des Finances annonçait que ce plafond, qui s'élevait auparavant à 1 G\$, était désormais fixé à 1,25 G\$. Cette hausse permettra à la Société de poursuivre sa mission de développement économique.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle où le plafond aura été atteint pour une première fois, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital-actions attribuable aux rachats ou achats de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente. Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1<sup>er</sup> mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 30 juin 2011, le capital-actions de la Société s'élève à 1 074,6 M\$ pour 107 944 805 actions en circulation.

Les souscriptions recueillies au cours du premier semestre 2011 se sont élevées à 105,5 M\$ comparativement à 109,7 M\$ pour la même période en 2010.

L'émission 2011 mise en vente à la fin du mois de mai connaît un vif succès. Au 30 juin 2011, soit en un peu plus d'un mois, plus de 101 M\$ sur les 150 M\$ disponibles annuellement étaient déjà vendus.

Au cours des six premiers mois de 2011, les rachats et achats de gré à gré se sont élevés à 55,5 M\$, soit un niveau comparable à 55,0 M\$ réalisés au premier semestre de l'exercice précédent. La Société est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachat.

Le solde des actions éligibles au rachat s'élève à 254,0 M\$. Puisque la vente des titres de l'émission 2004 s'était terminée durant le premier semestre de l'année 2004, aucune autre action ne deviendra éligible au rachat d'ici la fin de l'exercice 2011.

Les capitaux propres de la Société au 30 juin 2011 s'élèvent à 1 081,7 M\$ et se répartissent par émission comme suit :

ÉMISSION	PRIX D'ÉMISSION \$	SOLDE * M\$	RACHAT POSSIBLE À COMPTER DE
2001	10,00	33,9	2008
2002	10,00	100,7	2009
2003	10,12 et 10,24	49,9	2010
2004	10,25	69,5	2011
2005	10,25	96,9	2012
2006	10,37 et 10,21	79,3	2013
2007	10,21 et 9,92	97,3	2014
2008	9,89 9,83 et 9,54	142,5	2015
2009	9,54 9,62 et 9,73	155,7	2016
2010	9,73 et 9,80	153,4	2017
2011	9,91	102,6	2018
Capitaux propres		1 081,7	

\* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2011

Au cours du premier semestre 2011, la Société a attiré 3 100 nouveaux actionnaires, ce qui, en tenant compte également des rachats survenus, a porté le nombre d'actionnaires à 107 032 au 30 juin 2011, comparativement à 111 476 au 31 décembre 2010. Malgré ce repli du nombre d'actionnaires qui permet à la Société d'optimiser ses coûts, le capital-actions de la Société est en progression puisque l'investissement moyen par actionnaire est en hausse, les mêmes actionnaires souscrivant années après années à de nouvelles actions. Rappelons que jusqu'en 2007, chaque actionnaire était limité à une souscription de 2 500 \$ par année comparativement à la limite actuelle de 5 000 \$ par année.

La Société a comme politique de réinvestir les revenus annuels générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

## CHARGES D'EXPLOITATION

### CHARGES (EN MILLIERS \$)

	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2011	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2010
Frais de gestion	12 518	11 569
Autres frais d'exploitation	843	961
Services aux actionnaires	983	778
Taxe sur le capital	-	325
	14 344	13 633

Les frais de gestion annuels versés à Desjardins Capital de risque inc. équivalent à 2,5 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Les frais de gestion du premier semestre 2011 représentent 12,5 M\$, soit 87,3 % du total des charges, comparativement à 11,6 M\$, soit 84,9 % du total des charges de la même période en 2010. Cette augmentation est liée à la croissance de l'actif moyen qui est de 1 046,4 M\$ pour les six premiers mois de 2011, comparativement à 920,3 M\$ un an plus tôt. Comme par le passé, un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation sur sa participation dans certains fonds d'investissement.

La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires.

La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Outre le remboursement de certains frais directs, aucune commission ou autre forme de rémunération n'est payable à qui que ce soit par la Société pour la distribution de ses actions.

Les frais de services aux actionnaires pour le semestre sont en hausse de 0,2 M\$ par rapport à la même période en 2010, en raison principalement d'un ajustement provenant de 2010.

Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 4,0 M\$ pour le premier semestre 2011 comparativement à 2,6 M\$ pour la même période en 2010. Outre les impôts exigibles, les impôts futurs constituent une composante significative de la charge d'impôts. La nature des produits a également une influence importante puisque le gain en capital n'est pas imposé au même taux que les revenus d'entreprise.

La Société était également assujettie à la taxe sur le capital qui a été abolie le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

#### **SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT**

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2011, les flux de trésorerie liés aux souscriptions nettes des rachats s'élevaient à 49,9 M\$ (54,7 M\$ pour la même période en 2010). Les activités d'exploitation ont généré des liquidités de 5,2 M\$ en hausse comparativement à 2,6 M\$ pour la même période en 2010. Cette variation est essentiellement attribuable à l'augmentation des produits d'intérêts générés par les deux portefeuilles d'investissements. Les activités d'investissements de la Société se sont soldées par une utilisation de capital de 90,3 M\$ pour le premier semestre 2011 comparativement à 39,5 M\$ pour la même période en 2010. Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 62,3 M\$ pour le premier semestre 2011 comparativement à 29,8 M\$ pour le même semestre de 2010. L'acquisition de deux participations importantes en début d'année 2011 explique en bonne partie cette hausse. Conformément à la stratégie de gestion des actifs financiers de la Société, une portion des liquidités excédentaires générées par les activités d'exploitation et de financement a été attribuée au portefeuille des autres investissements qui affiche une utilisation nette de fonds de 99,7 M\$ pour le premier semestre 2011, comparativement à 33,1 M\$ pour la même période de 2010.

Au 30 juin 2011, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 53,0 M\$ (88,1 M\$ au 31 décembre 2010). Ce niveau de liquidités est maintenu afin de faire face aux demandes de rachats qui pourraient survenir à un rythme différent de l'émission de nouvelles actions ainsi qu'en raison de l'importance des débours anticipés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Depuis février 2010, la Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excédaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de la Société. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau de liquidités conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du semestre terminé le 30 juin 2011.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des actifs totaux de la Société est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

## Événements récents

### **CONVENTIONS COMPTABLES - NORMES INTERNATIONALES IFRS HISTORIQUE**

En 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») confirmait qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») remplaceraient les principes comptables généralement reconnus au Canada (les « PCGR ») actuellement en vigueur pour certaines sociétés, dont les sociétés publiques.

Au premier semestre de 2010, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), organisme responsable des normes IFRS, amorçait la révision des normes relatives à la consolidation et aux instruments financiers que doivent appliquer les sociétés de placement. Les principales modifications proposées touchant la Société sont expliquées dans la section « Principales incidences du passage aux normes IFRS » ci-après.

En janvier 2011, afin de permettre aux sociétés de placements d'attendre l'entrée en vigueur éventuelle de ces normes révisées avant d'effectuer une conversion aux IFRS, le CNC a approuvé un report obligatoire de la date d'application des IFRS pour les sociétés de placement actuellement assujetties à la Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-18, Sociétés de placement. Ainsi les IFRS devront être adoptées par la Société pour ses états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Entre-temps, la Société continuera d'appliquer les normes canadiennes actuelles.

### **TRAVAUX RÉALISÉS À CE JOUR**

Afin de respecter cet échéancier, la Société a élaboré un plan de conversion en trois étapes : étape 1 – Diagnostic, étape 2 – Conception et planification et étape 3 – Mise en œuvre. Durant toutes ces étapes, la Société bénéficie du soutien et de l'expertise d'une équipe spécialisée du Mouvement Desjardins mise en place pour le passage aux IFRS ainsi que de l'appui de sociétés externes pour certains aspects.

La phase de diagnostic a débuté en 2009 et s'est poursuivie au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Cette phase a permis à la Société d'identifier les domaines où l'application des normes IFRS aurait davantage d'incidences. La Société effectue une vigie des travaux de l'IASB entourant l'évolution des normes relatives à la consolidation et aux instruments financiers et poursuivra, lorsque les normes révisées seront connues, l'analyse de leurs incidences sur sa comptabilité, son information financière, sa gestion et ses systèmes d'information.

### PRINCIPALES INCIDENCES DU PASSAGE AUX NORMES IFRS

Les normes IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR, mais comportent certaines différences. En particulier, les normes sur la consolidation et les instruments financiers, si elles devaient être appliquées par la Société dans leur forme actuelle, pourraient avoir des incidences importantes sur l'information financière publiée par la Société. Outre ces normes, les différences identifiées entre les PCGR du Canada et les IFRS ne devraient pas avoir d'incidences significatives.

Selon les normes comptables actuelles, plus spécifiquement la NOC-18, la Société doit présenter l'ensemble des investissements qu'elle détient à la juste valeur et n'a pas à appliquer l'ensemble des règles relatives aux instruments financiers.

Dans les normes IFRS actuelles, il n'existe pas d'équivalent à la NOC-18. Ce sont les dispositions de la norme IAS 27, États financiers consolidés et individuels qui prévalent. Toutefois, tel que mentionné précédemment, l'IASB étudie la possibilité de modifier les normes IFRS de consolidation actuellement en vigueur afin d'exempter les sociétés de placement répondant à certains critères de l'obligation de consolider leurs participations dans des sociétés contrôlées. Ces participations seraient alors comptabilisées à la juste valeur. Un exposé sondage devrait être publié au cours du troisième trimestre de 2011.

La Société est d'avis que la consolidation de certains investissements n'est pas souhaitable puisque cela rendrait la lecture des états financiers plus complexe, augmenterait de façon significative les coûts de préparation de l'information financière et ne donnerait pas une image fidèle de sa situation financière. De plus, le prix d'émission et de rachat des actions de la Société ne serait plus calculé sur la même base que celle utilisée pour établir les états financiers. Pour pallier l'éventualité où le résultat des démarches actuellement entreprises par l'IASB ne permettrait pas à la Société de se soustraire à l'obligation de consolider certaines de ses participations à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, des discussions avec les autorités réglementaires se poursuivront afin que la Société puisse continuer d'émettre des états financiers sur la base de la juste valeur.

De plus, selon les normes IFRS actuelles, l'ensemble des exigences relatives à la comptabilisation et à la divulgation des instruments financiers devraient être appliquées. La Société devrait ainsi classer ses instruments financiers selon les différentes classes prescrites par les normes IFRS et suivre le mode de comptabilisation correspondant. De plus, leur classification entraînerait également une divulgation

accrue dans les états financiers, particulièrement en ce qui a trait à l'évaluation des instruments financiers.

Toutefois, en parallèle avec la révision des normes IFRS relatives à la consolidation, l'IASB envisage de modifier également les normes relatives aux instruments financiers afin que les sociétés de placement puissent continuer à comptabiliser l'ensemble de leurs participations à la juste valeur.

### QUANTIFICATION DES INCIDENCES

Compte tenu de l'évolution actuelle des normes IFRS, la Société n'est pas en mesure, à ce moment-ci, de quantifier l'incidence qu'aura la transition aux normes IFRS sur sa situation financière.

Toutefois, la loi constitutive de la Société prévoit que le prix d'émission et de rachat de ses actions sera calculé sur la base des IFRS ajustées, s'il y a lieu, pour refléter la juste valeur des investissements et annuler les effets de la consolidation. Ainsi, le passage aux normes IFRS n'aura aucune incidence significative à cet égard.

## Opérations entre apparentés

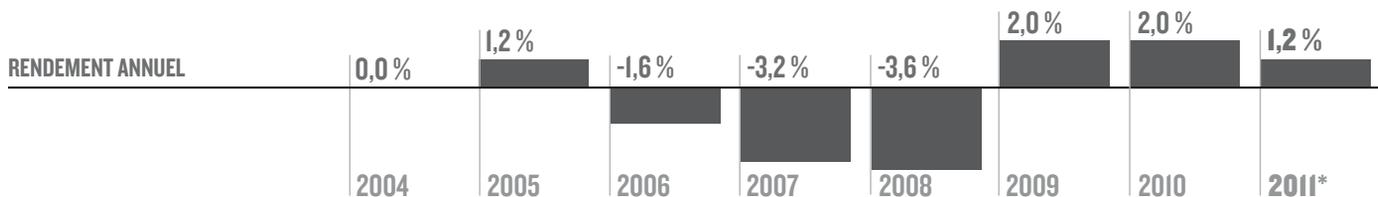
Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut certaines opérations avec des sociétés qui lui sont apparentées. Ces opérations sont décrites à la note 16 des notes afférentes aux états financiers de la Société.

## RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

## Rendement annuel

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'un exercice à l'autre, pour les sept derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2011. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de l'exercice par le prix de l'action au début de l'exercice.



\* Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2011.

## Rendement composé de l'action au 30 juin 2011

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
-0,3 %	-0,4 %	0,6 %	2,2 %

## APERÇU DU PORTEFEUILLE

### Principales catégories d'actif

Au 30 juin 2011, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société se répartissaient comme suit :

CATÉGORIES D'ACTIF	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois *	
Capital de développement	13,9
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	13,3
Innovations technologiques	3,2
Capital de risque - Santé	1,7
Fonds	7,4
<b>Total - Investissements à impact économique québécois</b>	<b>39,5</b>
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	9,9
Obligations	47,5
Actions privilégiées	2,4
Fonds de fonds de couverture	0,0
<b>Total - Autres investissements</b>	<b>59,8</b>

\* Incluant les contrats de change

## Principaux investissements détenus

Au 30 juin 2011, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société étaient les suivants :

ÉMETTEURS	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois - 12 émetteurs *	20,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	14,3
Province du Québec	8,8
Province de l'Ontario	3,6
Société de transport de Montréal	3,1
Financement-Québec	2,4
Banque Toronto Dominion	2,2
Financière CDP	2,0
Hydro-Québec	1,9
Banque Royale	1,7
Banque de Montréal	1,6
Banque de Nouvelle-Écosse	1,4
Banque CIBC	1,1
Capital Desjardins	0,8

\* Les 12 émetteurs représentant collectivement 20,2 % de l'actif net de la Société sont :

- > A & D Prévost inc.
- > Avjet Holding inc.
- > Camoplast Solideal inc.
- > Capital croissance PME S.E.C.
- > Corporation de Développement Knowlton inc.
- > Desjardins - Innovatech S.E.C.
- > Enobia Pharma inc.
- > Fempro I inc.
- > FIER Partenaires, s.e.c.
- > Groupe Canmec (6317456 Canada inc.)
- > Groupe Graham International inc.
- > La Coop fédérée

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 18 août 2011

Le 18 août 2011

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier intermédiaire sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. De plus, ce comité rencontre les vérificateurs internes de la Société. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 18 août 2011. Établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Yves Calloc'h, CA

---

Chef de la direction financière

## **Capital régional et coopératif Desjardins**

États financiers  
**30 juin 2011**

**PricewaterhouseCoopers**  
**LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.**  
**Comptables agréés**  
 1250, boulevard René-Lévesque Ouest  
 Bureau 2800  
 Montréal (Québec)  
 Canada H3B 2G4  
 Téléphone +1 514 205-5000  
 Télécopieur +1 514 876-1502  
[www.pwc.com/ca/fr](http://www.pwc.com/ca/fr)

Le 18 août 2011

## Rapport de l'auditeur indépendant

### Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent les bilans aux 30 juin 2011 et 31 décembre 2010 et les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2011 et 2010, ainsi que les notes annexes incluant un résumé des principales méthodes comptables.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins aux 30 juin 2011 et 31 décembre 2010 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2011 et 2010, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>

Montréal, Canada

---

<sup>1</sup> Comptable agréé auditeur, permis n° 19653

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Bilans

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et l'actif net par action ordinaire)

	Au 30 juin 2011 \$	Au 31 décembre 2010 \$
<b>Actif</b>		
Investissements à impact économique québécois (note 4)	427 432	439 550
Autres investissements (note 5)	641 068	541 271
Encaisse	5 875	38 108
Débiteurs (note 6)	15 501	10 180
Logiciels (moins l'amortissement cumulé de 4 237 \$; 4 049 \$ au 31 décembre 2010)	125	313
Impôts sur les bénéfices à recevoir	3 009	7 273
Impôts futurs (note 14)	5 347	3 991
	1 098 357	1 040 686
<b>Passif</b>		
Créditeurs (note 8)	1 678	3 723
Billets à payer (note 9)	14 977	17 117
	16 655	20 840
<b>Actif net</b>	1 081 702	1 019 846
 <b>Nombre d'actions ordinaires en circulation</b>	 107 944 805	 102 908 090
<b>Actif net par action ordinaire</b>	10,02	9,91

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

**Approuvé par le Conseil,**

(signé) André Lachappelle, administrateur

(signé) Jacques Plante, administrateur

## Capital régional et coopératif Desjardins

Évolution des capitaux propres

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2011 et 2010

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions)

	<b>2011</b>						<b>Actif net</b> <b>\$</b>
	<b>Nombre d'actions</b>	<b>Capital-actions</b> <b>\$</b>	<b>Surplus d'apport **</b> <b>\$</b>	<b>Bénéfices non répartis (déficit)</b>			
				<b>Réalisés</b> <b>\$</b>	<b>Non réalisés</b> <b>\$</b>	<b>Total</b> <b>\$</b>	
<b>Solde au 31 décembre 2010</b>	102 908 090	1 026 015	5 157	10 530	(21 856)	(11 326)	1 019 846
<b>Résultats de la période</b>							
Bénéfice net réalisé et non réalisé, déduction faite des impôts de 5 393 \$ et (1 439 \$) respectivement	-	-	-	17 683	(5 774)	11 909	11 909
<b>Opérations sur le capital-actions *</b>							
Émission d'actions ordinaires	10 647 568	105 472	-	-	-	-	105 472
Rachat d'actions ordinaires	(5 610 853)	(56 933)	1 408	-	-	-	(55 525)
	5 036 715	48 539	1 408	17 683	(5 774)	11 909	61 856
<b>Solde au 30 juin 2011</b>	107 944 805	1 074 554	6 565	28 213	(27 630)	583	1 081 702
	<b>2010</b>						<b>Actif net</b> <b>\$</b>
	<b>Nombre d'actions</b>	<b>Capital-actions</b> <b>\$</b>	<b>Surplus d'apport **</b> <b>\$</b>	<b>Bénéfices non répartis (déficit)</b>			
				<b>Réalisés</b> <b>\$</b>	<b>Non réalisés</b> <b>\$</b>	<b>Total</b> <b>\$</b>	
<b>Solde au 31 décembre 2009</b>	93 142 217	933 533	2 410	26 209	(56 231)	(30 022)	905 921
<b>Résultats de la période</b>							
Bénéfice net réalisé et non réalisé, déduction faite des impôts de (5 555 \$) et 8 161 \$ respectivement	-	-	-	(25 711)	32 747	7 036	7 036
<b>Opérations sur le capital-actions *</b>							
Émission d'actions ordinaires	11 300 930	109 719	-	-	-	-	109 719
Rachat d'actions ordinaires	(5 668 625)	(56 815)	1 806	-	-	-	(55 009)
	5 632 305	52 904	1 806	(25 711)	32 747	7 036	61 746
<b>Solde au 30 juin 2010</b>	98 774 522	986 437	4 216	498	(23 484)	(22 986)	967 667

\* Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

\*\* Le surplus d'apport provient de l'excédent de la valeur d'émission des actions sur le prix payé lors de leur rachat.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Résultats

### Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2011 et 2010

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le bénéfice net par action ordinaire)

	2011	2010
	\$	\$
<b>Produits</b>		
Intérêts	20 518	17 719
Dividendes	1 611	1 154
Honoraires de négociation	920	1 106
Frais d'administration	464	730
	<u>23 513</u>	<u>20 709</u>
<b>Charges</b>		
Frais de gestion	12 518	11 569
Autres frais d'exploitation (note 13)	843	961
Services aux actionnaires (note 13)	983	778
Taxe sur le capital	-	325
	<u>14 344</u>	<u>13 633</u>
<b>Revenu net d'investissement</b>	<u>9 169</u>	<u>7 076</u>
<b>Gains et pertes sur investissements</b>		
Réalisés	13 907	(38 342)
Non réalisés	(7 213)	40 908
	<u>6 694</u>	<u>2 566</u>
<b>Impôts sur les bénéfices (note 14)</b>	<u>3 954</u>	<u>2 606</u>
<b>Bénéfice net de la période</b>	<u>11 909</u>	<u>7 036</u>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires</b>	103 150 658	95 919 222
<b>Bénéfice net par action ordinaire</b>	0,12	0,07

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2011 et 2010

(en milliers de dollars)	2011 \$	2010 \$
<b>Flux de trésorerie liés aux</b>		
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net de la période	11 909	7 036
Ajustements pour		
Pertes (gains) réalisées sur investissements	(13 907)	38 342
Pertes (gains) non réalisées sur investissements	7 213	(40 908)
Amortissement des logiciels	187	187
Amortissement des primes et escomptes sur les autres investissements	1 395	1 278
Impôts futurs	(1 357)	8 076
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(1 996)	301
	3 444	14 312
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 15)	1 797	(11 721)
	5 241	2 591
<b>Activités d'investissement</b>		
Investissements à impact économique québécois	(62 284)	(29 827)
Acquisition d'autres investissements	(381 794)	(334 988)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	71 755	23 461
Produits de la cession d'autres investissements	282 046	301 876
	(90 277)	(39 478)
<b>Activités de financement</b>		
Produit de l'émission d'actions ordinaires	105 472	109 719
Rachat d'actions ordinaires	(55 525)	(55 009)
	49 947	54 710
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période</b>	(35 089)	17 823
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	88 108	23 448
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période (note 12)</b>	53 019	41 271
<b>Renseignement supplémentaire</b>		
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	1 046	(393)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 1 Loi constitutive et mission, administration et investissements

### Loi constitutive et mission

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1er juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social ayant pour mission de :

- mobiliser du capital de risque en faveur des régions ressources du Québec (l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie, le Nord-du-Québec et le Saguenay-Lac-Saint-Jean) et du milieu coopératif;
- favoriser le développement économique des régions ressources par des investissements dans des entités admissibles exerçant leurs activités dans ces régions;
- appuyer le mouvement coopératif dans l'ensemble du Québec par des investissements dans des coopératives admissibles;
- accompagner les entités admissibles dans leur démarrage et leur développement;
- stimuler l'économie québécoise par des investissements sur l'ensemble du territoire québécois.

### Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration normalement composé de 13 membres comme suit :

- huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- le directeur général de la Société.

### Investissements

La Société peut faire des investissements minoritaires avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net est inférieur ou égal à 50 M\$.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à huit ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen ajusté de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. La Société peut être tenue de verser des pénalités si ces règles ne sont pas respectées. Au 31 décembre 2010, aucune somme n'était exigible en vertu de ces règles.

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

## 2 Principales conventions comptables

### Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour l'exercice présenté. Les principales estimations sont relatives à l'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## Résultat étendu

L'état du résultat étendu n'est pas présenté compte tenu qu'il n'y a aucune différence entre le résultat net de la Société et son résultat étendu.

## Investissements à impact économique québécois

### Actions cotées

Les participations en actions cotées sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur est établie selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan s'il existe un marché actif. La valeur des actions dont la négociabilité ou la transférabilité est restreinte est ajustée d'un escompte. Dans la détermination du montant de cet escompte, la Société tient compte de la nature et de la durée de la restriction, de l'instabilité relative des cours du titre, ainsi que de l'importance de la participation détenue par rapport au flottant du titre. En l'absence de marché actif, une évaluation utilisant les techniques d'évaluation des actions non cotées pourrait être effectuée.

### Actions non cotées, débetures et avances

Les participations en actions non cotées et les débetures et avances sont inscrites à leur juste valeur déterminée selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la capitalisation du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements représentatif et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses tenues en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

### Cautions

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation est utilisée afin d'estimer le montant de passif à constater.

## Autres investissements

Les autres investissements consistent en des placements temporaires, en des obligations, en des actions privilégiées, en des contrats de change et en des parts de fonds de fonds de couverture. Les parts de fonds de fonds de couverture sont inscrites à leur juste valeur, telle qu'elle est estimée par leurs administrateurs respectifs à la date du bilan. Les contrats de change sont évalués selon l'écart entre le taux du contrat et le taux d'un contrat identique (mêmes échéance et notionnel) qui aurait été conclu à la date du bilan. La juste valeur des autres investissements est calculée selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le cours vendeur à la fermeture des marchés à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010, la Société n'est pas partie à des transactions de vente à découvert.

## Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites au bilan au prix de vente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de vente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010, la Société ne détient aucun titre acquis en vertu de conventions de revente ni de titre vendu en vertu de convention de rachat.

## Encaisse, trésorerie et équivalents de trésorerie, débiteurs et créditeurs

L'encaisse se compose des soldes bancaires. La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements à court terme dont l'échéance originale est égale ou inférieure à trois mois.

La juste valeur des débiteurs, de l'encaisse et des créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances en cause.

## Logiciels

Les logiciels sont inscrits au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

## Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en utilisant le taux de change en vigueur à la date du bilan. À l'état des résultats les plus ou moins values réalisées ou non sur les investissements sont imputées aux rubriques « Gains et pertes sur investissements ».

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devise, les variations liées au taux de change sont imputées à la rubrique « Autres frais d'exploitation ».

Les produits et les charges sont convertis en utilisant le taux de change à la date de la transaction.

## **Billets à payer**

Les billets à payer sont comptabilisés à leur juste valeur, correspondant à la somme que la Société aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets à la date du bilan. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée sous la rubrique « Gains et pertes sur investissements non réalisés » à l'état des résultats. Lors du règlement d'un billet, le gain ou la perte réalisé est comptabilisé sous la rubrique « Gains et pertes sur investissements réalisés » à l'état des résultats.

## **Impôts sur les bénéfices**

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

## **Constataion des produits**

### Intérêts et dividendes

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

### Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

### Honoraires de négociation

Les honoraires de négociation sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que leur encaissement est raisonnablement assuré.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## Gains et pertes réalisés sur investissements

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût, sans égard aux gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

## Gains et pertes réalisés sur billets à payer

Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer sont comptabilisés lorsque le billet est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par la Société en règlement de ce billet et sa valeur initiale. Ces gains et pertes ne prennent pas en compte les gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

## Primes et escomptes

Les primes et les escomptes sur les autres investissements à échéance déterminée sont amortis selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance. L'amortissement des primes et des escomptes est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

### **3 Modification future de conventions comptables**

À titre de société de placement, la Société cessera d'établir ses états financiers conformément aux PCGR du Canada tel que décrit à la partie V du manuel de l'ICCA - Normes comptables en vigueur avant le basculement, pour les périodes commençant le 1er janvier 2013. À ce moment, la Société commencera à appliquer les IFRS tel qu'indiqué à la partie I du Manuel de l'ICCA - IFRS, comme référentiel comptable.

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 4 Investissements à impact économique québécois

Le relevé des investissements à impact économique québécois est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse [capitalregional.com](http://capitalregional.com) et sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	<b>Au 30 juin 2011</b>		
	<b>Coût</b>	<b>Gain (perte)</b>	<b>Juste valeur</b>
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	199 577	(22 133)	177 444
Actions privilégiées	78 753	(5 201)	73 552
Débentures et avances	185 724	(12 878)	172 846
Garantis			
Débentures et avances	3 672	(82)	3 590
	<b>467 726</b>	<b>(40 294)</b>	<b>427 432</b>
	<b>Au 31 décembre 2010</b>		
	<b>Coût</b>	<b>Gain (perte)</b>	<b>Juste valeur</b>
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	166 743	(17 270)	149 473
Actions privilégiées	109 479	(7 075)	102 404
Débentures et avances	193 785	(9 285)	184 500
Garantis			
Débentures et avances	3 324	(151)	3 173
	<b>473 331</b>	<b>(33 781)</b>	<b>439 550</b>

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en devises étrangères pour une juste valeur de 79,6 M\$ (68,7 M\$ au 31 décembre 2010).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les débentures et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 11,5 % (11,5 % au 31 décembre 2010) et ont une durée moyenne résiduelle de 4,5 années (4,5 années au 31 décembre 2010). Pour la quasi-totalité des débentures et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

a) La répartition des investissements et des engagements par catégorie d'actif s'établit comme suit :

Catégorie d'actif	Au 30 juin 2011					
	Investissements, au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés <sup>1</sup> \$	Cautions <sup>1</sup> \$	Engagement total \$
Capital de développement	158 784	(8 922)	149 862	5 900	-	155 762
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	131 532	11 887	143 419	6 000	-	149 419
Innovations technologiques	52 844	(18 245)	34 599	-	-	34 599
Capital de risque - Santé	33 170	(15 232)	17 938	3 303	-	21 241
Fonds	91 396	(9 782)	81 614	138 004	-	219 618
<b>Total</b>	<b>467 726</b>	<b>(40 294)</b>	<b>427 432</b>	<b>153 207</b>	<b>-</b>	<b>580 639</b>

Catégorie d'actif	Au 31 décembre 2010					
	Investissements, au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés <sup>1</sup> \$	Cautions <sup>1</sup> \$	Engagement total \$
Capital de développement	175 353	(5 888)	169 465	7 751	-	177 216
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	104 038	10 254	114 292	47 100	-	161 392
Innovations technologiques	76 141	(17 391)	58 750	-	-	58 750
Capital de risque - Santé	42 999	(11 132)	31 867	-	-	31 867
Fonds	74 800	(9 624)	65 176	145 634	-	210 810
<b>Total</b>	<b>473 331</b>	<b>(33 781)</b>	<b>439 550</b>	<b>200 485</b>	<b>-</b>	<b>640 035</b>

<sup>1</sup> Les fonds engagés mais non déboursés et les cautions n'apparaissent pas à l'actif.

b) Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date du bilan. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices se terminant les 31 décembre est le suivant :

2011 (6 mois)	2012	2013	2014	2015 et +	Total
41 383	42 500	34 414	11 910	23 000	153 207

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 5 Autres investissements

Le relevé des autres investissements non audité est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	<b>Au 30 juin 2011</b>		
	<b>Coût</b>	<b>Gain (perte)</b>	<b>Juste valeur</b>
	\$	non réalisé \$	\$
Obligations			
Fédérales	181 356	1 968	183 324
Provinciales ou garanties	174 113	2 050	176 163
Institutions financières	124 859	1 798	126 657
Sociétés	27 913	193	28 106
	<b>508 241</b>	<b>6 009</b>	<b>514 250</b>
Instruments de marché monétaire <sup>1</sup>	100 680	-	100 680
Contrats de change <sup>2</sup>	-	323	323
Actions privilégiées	25 479	143	25 622
Parts de fonds de fonds de couverture <sup>3</sup>	3 833	(3 640)	193
<b>Total</b>	<b>638 233</b>	<b>2 835</b>	<b>641 068</b>

## Répartition des obligations par échéance

	<b>Au 30 juin 2011</b>			
<b>Échéance</b>	<b>Moins</b>	<b>De 1 an</b>	<b>Plus de</b>	<b>Total</b>
	de 1 an	à 5 ans	5 ans	\$
	\$	\$	\$	
Coût non amorti	22 176	184 941	301 124	508 241
Valeur nominale	22 000	180 813	287 887	490 700
Juste valeur	22 406	188 498	303 346	514 250
Taux moyen nominal <sup>4</sup>	3,40 %	3,94 %	4,39 %	4,18 %
Taux moyen effectif	2,52 %	3,01 %	3,69 %	3,39 %

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	<b>Au 31 décembre 2010</b>		
	<b>Coût</b>	<b>Gain (perte)</b>	<b>Juste valeur</b>
	\$	non réalisé \$	\$
Obligations			
Fédérales	144 233	3 677	147 910
Provinciales ou garanties	153 270	2 627	155 897
Institutions financières	101 559	1 552	103 111
Sociétés	21 530	442	21 972
	<b>420 592</b>	<b>8 298</b>	<b>428 890</b>
Instrument de marché monétaire <sup>1</sup>	85 900	-	85 900
Contrats de change <sup>2</sup>	-	1 358	1 358
Actions privilégiées	25 483	(640)	24 843
Parts de fonds de fonds de couverture <sup>3</sup>	3 943	(3 663)	280
<b>Total</b>	<b>535 918</b>	<b>5 353</b>	<b>541 271</b>

## Répartition des obligations par échéance

Échéance	<b>Au 31 décembre 2010</b>			Total \$
	<b>Moins</b>	<b>De 1 an</b>	<b>Plus de</b>	
	de 1 an \$	à 5 ans \$	5 ans \$	
Coût non amorti	-	272 624	147 968	420 592
Valeur nominale	-	266 340	142 864	409 204
Juste valeur	-	277 474	151 416	428 890
Taux moyen nominal <sup>4</sup>	-	3,97 %	4,55 %	4,17 %
Taux moyen effectif	-	3,07 %	3,98 %	3,39 %

<sup>1</sup> Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an. Au 30 juin 2011, la totalité des instruments de marché monétaire ont une échéance originale entre 0 et 7 mois (entre 0 et 4 mois au 31 décembre 2010).

<sup>2</sup> Les contrats de change pour vendre un notional de 78,4 M\$ US et 0,9 M\$ AU (dollar australien) ont une échéance de trois mois (67,5 M\$ US et 3,8 M\$ AU au 31 décembre 2010).

<sup>3</sup> Le fonds de fonds de couverture est en phase de liquidation ordonnée.

<sup>4</sup> La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Tous les titres du portefeuille des autres investissements sont libellés en dollars canadiens à l'exception des contrats de change.

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 6 Débiteurs

	Au 30 juin 2011 \$	Au 31 décembre 2010 \$
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	5 211	6 226
Taxes de vente à recevoir	946	518
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements	8 717	3 037
Autres débiteurs	627	399
	15 501	10 180

### 7 Marge de crédit

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins plus 0,5%. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 30 juin 2011, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit.

### 8 Crédoiteurs

	Au 30 juin 2011 \$	Au 31 décembre 2010 \$
Fournisseurs et charges à payer	1 678	956
Autres crédoiteurs	-	2 767
	1 678	3 723

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 9 Billets à payer

Le 30 novembre 2010, la Société a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des Caisses Desjardins du Québec, des investissements d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par la Société lors de la disposition de l'investissement lié. Si le montant encaissé par la Société, au moment de la disposition, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté à ce montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par la Société, au moment de la disposition, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion assumés par la Société relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de disposition seront déduits du montant du billet correspondant.

Les billets à payer ont une échéance initiale de trois ans. Les billets non réglés à cette date devront faire l'objet d'une renégociation entre Desjardins Capital de risque, S.E.C. et la Société.

## 10 Capitaux propres

Capital-actions autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participatives, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

Depuis la création du fonds, la limite de capitalisation était de 1 milliard de dollars. Lors de la période de capitalisation se terminant le 28 février 2011, cette limite, initialement autorisée, a été atteinte. Suite au dépôt du nouveau budget du Québec 2011-2012, le 17 mars dernier, cette limite a été augmentée à 1,25 milliard de dollars.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint pour la première fois une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1er mars de chaque année. La limite pour la période de capitalisation se terminant le 28 février 2012 est de 150 M\$. Au 30 juin 2011, cette limite est respectée.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## **Modalités de rachat**

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- à la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours de la date de souscription;
- à la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers audités.

## **Crédit d'impôt**

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à :

Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 1 250 \$.

Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %, maximum de 875 \$.

Pour les achats après le 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 2 500 \$.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 11 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachats de ses actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé des capitaux propres.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 10.

La Société a comme politique de réinvestir les revenus annuels générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

## 12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	<b>Au</b> <b>30 juin</b> <b>2011</b> \$	<b>Au</b> <b>30 juin</b> <b>2010</b> \$
Encaisse	5 875	31 271
Instruments de marché monétaire de moins de trois mois	47 144	10 000
	<hr/> 53 019	<hr/> 41 271

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 13 Charges

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 juin 2011 \$	30 juin 2010 \$
<b>Autres frais d'exploitation</b>		
Honoraires d'audit	119	95
Rémunération des administrateurs	143	114
Autres honoraires professionnels	275	353
Charges (produits) financiers	5	(28)
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	42	26
Autres charges	72	214
Amortissement des logiciels	187	187
	843	961
<b>Services aux actionnaires</b>		
Frais de fiduciaire	862	647
Communication de l'information aux actionnaires	62	59
Autres charges	59	72
	983	778

## 14 Impôts sur les bénéfices

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial du Québec sur ses bénéfices.

a) Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 juin 2011 \$	30 juin 2010 \$
Impôts exigibles	5 311	(5 470)
Impôts futurs	(1 357)	8 076
	3 954	2 606

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

b) Le taux réel d'imposition sur les bénéfices diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	<b>Pour les périodes de six mois terminées les</b>	
	<b>30 juin 2011</b>	<b>30 juin 2010</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,90 %	6 329	3 847
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts sur les bénéficiaires et le revenu imposable et autres éléments		
Gains réalisés et non réalisés	(1 450)	(608)
Dividendes non imposables	(643)	(461)
Autres écarts	(282)	(172)
	<b>3 954</b>	<b>2 606</b>

c) Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

	<b>Au 30 juin 2011</b>	<b>Au 31 décembre 2010</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Actifs d'impôts futurs		
Pertes non réalisées sur les investissements	5 030	4 067
Autres	367	49
	<b>5 397</b>	<b>4 116</b>
Passifs d'impôts futurs		
Logiciels	(50)	(125)
Actifs d'impôts futurs, montant net	<b>5 347</b>	<b>3 991</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 15 Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 juin 2011	30 juin 2010
	\$	\$
Diminution (augmentation) des comptes débiteurs	359	(345)
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices à recevoir	4 264	(6 981)
Diminution des impôts sur les bénéfices à payer	-	(5 636)
Augmentation (diminution) des comptes créditeurs	(2 826)	1 241
	<u>1 797</u>	<u>(11 721)</u>

### 16 Opérations entre parties liées

La Société est liée au Mouvement des caisses Desjardins. Les principales ententes entre la Société et les parties liées au Mouvement des caisses Desjardins sont les suivantes :

- La Société a retenu les services de Desjardins Capital de risque (« DCR ») et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion intervenue entre DCR et la Société est en vigueur pour un terme initial de dix ans, se terminant le 31 décembre 2011, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin d'un commun accord. Par la suite, elle sera renouvelée automatiquement pour des termes de cinq ans à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 18 mois, ne décide d'y mettre fin. Les parties ont convenu de revoir les modalités de l'entente avant son prochain renouvellement.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée à verser annuellement des honoraires de gestion équivalant à 2,5 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout montant à payer pour l'acquisition de placements. Un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

- La Société a confié à Fiducie Desjardins les rôles de registraire et d'administrateur relativement aux transactions effectuées par les actionnaires. La durée de cette convention est de trois ans à compter du 1er janvier 2008. Cette convention a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2011.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

- La Société a consolidé la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1er mai 2009. Il est d'une durée illimitée à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 90 jours, ne décide d'y mettre fin au contrat. Toutefois, étant donné la révision des modalités de la convention de gestion entre la Société et son gestionnaire, les termes du contrat avec Fiducie Desjardins pourraient, par le fait même, être révisés.
- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, aux mêmes conditions, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	<b>Au 30 juin 2011 \$</b>	<b>Au 31 décembre 2010 \$</b>
<b>Bilans</b>		
Caisse centrale Desjardins		
Encaisse	4 235	36 249
Autres investissements	5 500	87 258
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	37	-
Capital Desjardins		
Autres investissements	8 743	8 317
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	84	100
Desjardins Capital de risque Inc.		
Créditeurs	-	2 757
Desjardins Capital de risque S.E.C		
Débiteurs	-	98
Billets à payer	14 977	17 117
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Autres investissements	193	280
Desjardins - Innovatech S.E.C.		
Créditeurs	-	10
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Créditeurs	76	-
Fiducie Desjardins		
Encaisse	653	573
Créditeurs	451	370

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 juin 2011 \$	30 juin 2010 \$
Résultats		
Caisse centrale Desjardins		
Intérêts	282	83
Gains sur investissements réalisés	3 485	85
Pertes sur investissements non réalisés	(968)	(934)
Capital Desjardins		
Intérêts	185	147
Gains sur investissements réalisés	113	-
Gains (Pertes) sur investissements non réalisés	(125)	158
Desjardins Capital de risque Inc.		
Frais de gestion	12 518	11 569
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Gains sur investissements non réalisés	23	91
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Autres frais d'exploitation	192	205
Fiducie Desjardins		
Services aux actionnaires	862	647
Autres frais d'exploitation	42	26

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## 17 Instruments financiers et risques associés

### Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur a pour objet de déterminer à quels montants ces instruments pourraient être échangés dans une opération courante entre des parties consentantes. Lorsque ceux-ci ne sont pas transigés sur des marchés publics, ils sont évalués selon certains critères déterminés, permettant ainsi de minimiser la subjectivité de l'évaluation. La Société a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Le niveau 1 consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- Le niveau 2 consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché et;
- Le niveau 3 consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Le tableau suivant présente la répartition des évaluations en juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon ces trois niveaux.

	<b>Au 30 juin 2011</b>			
	<b>Niveau 1</b>	<b>Niveau 2</b>	<b>Niveau 3</b>	<b>Total</b>
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	1 558	-	425 874	427 432
Autres investissements	400 158	240 717	193	641 068
Encaisse	5 875	-	-	5 875

	<b>Au 31 décembre 2010</b>			
	<b>Niveau 1</b>	<b>Niveau 2</b>	<b>Niveau 3</b>	<b>Total</b>
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	5 791	-	433 759	439 550
Autres investissements	284 974	256 017	280	541 271
Encaisse	38 108	-	-	38 108

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Lorsque les évaluations de la juste valeur de participations dans des entreprises privées ne sont pas entièrement basées sur des données observables, l'estimation est qualifiée de niveau 3. Ainsi, en plus de variables exogènes comme le niveau des taux d'intérêt, la croissance économique et les taux d'imposition pour n'en nommer que quelques-unes et dont l'impact est généralement reflété dans les évaluations, d'autres variables endogènes affectent l'estimation des justes valeurs. En effet, l'évaluation des participations est également tributaire de données ou de facteurs influençant particulièrement une entreprise (perspectives, concurrence, ressources humaines ou financière, etc...).

Bien que l'objectif de l'évaluateur soit de s'appuyer le plus possible sur des données observables, le choix des éléments pertinents et leur impact dans l'établissement de la juste valeur est influencé par le jugement de ce dernier. Cependant, bien que pour une même entreprise un autre évaluateur pourrait porter un jugement différent sur certains facteurs particuliers, la Société considère l'impact sur le portefeuille dans son ensemble sera marginal.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le solde du début et de la fin du niveau 3 de la hiérarchie:

	<b>Au 30 juin 2011</b>		
	<b>Investissements à impact économique québécois</b>	<b>Autres investissements</b>	<b>Total</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Solde au 31 décembre 2010	433 759	280	434 039
Gains réalisés	11 586	-	11 586
Gains (pertes) non réalisés	(8 763)	23	(8 740)
Acquisitions	63 276	-	63 276
Cessions	(73 984)	(110)	(74 094)
Solde au 30 juin 2011	425 874	193	426 067
Gains (pertes) non réalisés des investissements détenus au 30 juin 2011	(13 423)	23	(13 400)

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

**Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010**

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	<b>Au 31 décembre 2010</b>		
	<b>Investissements à impact économique québécois</b>	<b>Autres investissements</b>	<b>Total</b>
	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2009	397 731	738	398 469
Pertes réalisés	(42 463)	-	(42 463)
Gains non réalisés	39 037	110	39 147
Acquisitions	85 153	-	85 153
Cessions	(45 699)	(568)	(46 267)
Solde au 31 décembre 2010	433 759	280	434 039
Gains (pertes) non réalisés des investissements détenus au 31 décembre 2010	(2 498)	110	(2 388)

## Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections auditées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de la Société aux pages 6 à 8 et font partie intégrante des états financiers audités.

## 18 Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'année en cours.

## **Capital régional et coopératif Desjardins**

Relevé du coût des investissements  
à impact économique québécois  
**Au 30 juin 2011**

**PricewaterhouseCoopers**  
**LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.**  
**Comptables agréés**  
 1250, boulevard René-Lévesque Ouest  
 Bureau 2800  
 Montréal (Québec)  
 Canada H3B 2G4  
 Téléphone +1 514 205-5000  
 Télécopieur +1 514 876-1502  
[www.pwc.com/ca/fr](http://www.pwc.com/ca/fr)

Le 18 août 2011

## **Rapport de l'auditeur indépendant sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois accompagnant les états financiers**

### **Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins**

En date du 18 août 2011, nous avons fait rapport sur les bilans de Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») aux 30 juin 2011 et 31 décembre 2010, et les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2011 et 2010.

Dans le cadre de nos audits des états financiers mentionnés ci-dessus, nous avons également mis en œuvre des procédés d'audit sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le « relevé ») au 30 juin 2011. La responsabilité de ce relevé incombe à la direction de la Société.

À notre avis, ce relevé présente, à tous les égards importants, le coût des investissements à impact économique québécois lorsqu'il est lu conjointement avec les états financiers de la Société.

**(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>**

Montréal, Canada

<sup>1</sup> Comptable agréé auditeur, permis n° 19653

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 30 juin 2011

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débitures et avances \$	Débitures et avances \$	
<b>Abitibi-Témiscamingue</b>						
Complexe funéraire Ste-Bernadette	2007	CDév	170	102	-	272
Coopérative de travailleurs actionnaire de l'Usine de LVL de Ville-Marie	2011	CDév	-	160	-	160
Héli Explore inc.	2007	CDév	125	88	-	213
Hôtel des Eskers inc.	2007	CDév	200	137	-	337
Hôtel des Gouverneurs	2007	CDév	200	23	-	223
Hôtel Forestel Val d'Or inc.	2007	CDév	225	71	-	296
Industries Béroma inc. (Les)	2009	CDév	-	233	-	233
Manufacture Adria inc.	2005	CDév	-	11	-	11
Norbell Électrique inc.	2010	CDév	-	276	-	276
Toitures G.G.R. inc. (Les)	2010	CDév	-	325	-	325
Transport scolaire R.N. ltée	2008	CDév	200	153	-	353
Trim-Line de l'Abitibi inc.	2009	CDév	125	125	-	250
VCC-Massénoir inc. (anc. Vieux Comptoir Construction)	2010	CDév	-	924	-	924
Vézeau et frères inc.	2009	CDév	-	177	-	177
<b>Total Abitibi-Témiscamingue</b>			<b>1 245</b>	<b>2 805</b>	<b>-</b>	<b>4 050</b>
<b>Bas-Saint-Laurent</b>						
Bâtitech ltée	2007	CDév	70	334	-	404
Boutique Le Pentagone inc.	2008	R & IM	1 288	8 134	-	9 422
Campor inc.	2006	CDév	-	16	-	16
Équipements J.P.L. inc. (Les)	2008	CDév	-	33	-	33
Fonderie BSL inc.	2010	CDév	-	216	50	266
Gestion Alain Hébert inc.	2009	CDév	-	460	-	460
Gestion Arnold Gauthier inc.	2002	CDév	-	168	-	168
Gestion Gilles D'Amours - 9159-0026 Québec inc.	2005	CDév	-	701	-	701
Groupe Composites VCI inc.	2007	CDév	2 250	640	-	2 890
Groupe Fillion Sport inc.	2008	CDév	-	298	-	298
Industries Jack inc.	2010	CDév	-	-	49	49
Leblanc Environnement inc.	2008	CDév	250	192	-	442
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.	2007	CDév	-	-	109	109
Scierie St-Fabien inc.	2010	CDév	119	-	-	119
Société d'exploitation des ressources de la Vallée inc.	2010	CDév	-	441	-	441
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	CDév	-	500	-	500
Trans-Plus Express J.L. inc.	2007	CDév	125	166	-	291
Transport Sébastien Sirois inc.	2009	CDév	-	375	-	375
<b>Total Bas-Saint-Laurent</b>			<b>4 102</b>	<b>12 674</b>	<b>208</b>	<b>16 984</b>
<b>Capitale-Nationale</b>						
9197-4451 Québec inc. (P.E. Fraser inc.)	2010	CDév	-	423	-	423
Base 4 inc.	2009	CDév	-	272	-	272
Congébec Logistique inc.	2004	CDév	3 800	-	-	3 800
Coopérative de travailleurs actionnaire du Groupe Congébec	2005	CDév	-	170	-	170
Coractive	2010	IT	1 827	-	-	1 827
Creaform inc.	2009	R & IM	500	6 132	-	6 632
Cross Match Technologies inc.	2008	IT	4 110	-	-	4 110
Engrenage Provincial inc.	2005	CDév	-	1 643	-	1 643
Frima Studio inc.	2008	CDév	-	192	-	192
Gestion Placage RMH inc.	2006	CDév	-	160	-	160
Groupe Humagade inc.	2006	IT	11 191	38	-	11 229
H2O Innovation inc.	2009	CDév	-	1 500	-	1 500
Logiciels Dynagram inc. (Les)	2002	IT	-	-	130	130
Maison Orthésis inc. (La)	2006	CDév	-	345	-	345
OptoSecurity inc.	2007	IT	3 760	2 140	-	5 900
Piscines Pro et Patios N.V. inc.	2009	CDév	-	291	-	291
Pneus Ratté inc.	2009	CDév	-	616	-	616

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 30 juin 2011

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débitures et avances \$	Débitures et avances \$		
Poste Express	2006	CDév	-	93	-	-	93
Technologies Obzerv inc.	2010	CDév	1 500	-	-	-	1 500
<b>Total Capitale-Nationale</b>			<b>26 688</b>	<b>14 015</b>	<b>130</b>	<b>-</b>	<b>40 833</b>
<b>Centre-du-Québec</b>							
Autobus Thomas inc.	2007	CDév	-	56	-	-	56
Avjet Holding inc.	2009	R & IM	3 800	9 408	-	-	13 208
CDM Papiers Décors inc.	2006	CDév	-	1 689	-	-	1 689
Coopérative de travailleurs actionnaire de Fempro I	2008	R & IM	-	23	-	-	23
Demtec inc.	2005	CDév	-	1 593	-	-	1 593
Distribution Pro-Excellence inc.	2008	CDév	-	170	-	-	170
Farinart inc.	2010	CDév	250	-	-	-	250
Fempro I inc.	2007	R & IM	3 000	6 268	-	-	9 268
Groupe Anderson inc.	2007	CDév	2 333	2 224	-	-	4 557
Groupe Bluberi inc.	2007	CDév	-	2 906	-	-	2 906
Investissements Brasco inc.	2009	CDév	-	719	-	-	719
Métalus inc.	2008	CDév	-	1 120	-	-	1 120
Service funéraire coopératif Drummond	2007	CDév	-	372	-	-	372
<b>Total Centre-du-Québec</b>			<b>9 383</b>	<b>26 548</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>35 931</b>
<b>Chaudière - Appalaches</b>							
Acier Majeau inc.	2008	CDév	-	988	-	-	988
Acier Trimax inc.	2009	CDév	-	924	-	-	924
Chariots élévateurs du Québec inc. (Les)	2009	CDév	-	153	-	-	153
CHEQ FM 101,3 (9174-8004 Québec inc.)	2007	CDév	150	158	-	-	308
CIF Métal Itée	2005	R & IM	4 583	-	-	-	4 583
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	CDév	-	910	-	-	910
Ebi-tech inc.	2007	CDév	-	200	-	-	200
Émile Bilodeau et Fils inc.	2008	CDév	-	338	-	-	338
Groupe HBS inc.	2010	CDév	-	388	-	-	388
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	CDév	-	239	-	-	239
Hortau inc.	2010	CDév	555	-	-	-	555
K-2 Portes d'acier inc.	2008	CDév	-	68	-	-	68
Marquis Imprimeur inc.	2007	CDév	500	608	-	-	1 108
Matiss inc.	2002	CDév	-	338	-	-	338
Métal Bernard inc.	2010	CDév	-	873	-	-	873
MTI Canada inc.	2008	CDév	-	1 507	-	-	1 507
Poutrelles Delta inc.	2006	CDév	-	240	-	-	240
Produits de plancher Finitec inc.	2007	CDév	-	793	-	-	793
Services Bivac inc.	2010	CDév	-	548	-	-	548
Structures D.L.D. Itée	2008	CDév	-	278	-	-	278
Tibetral Système inc.	2006	CDév	400	266	300	-	966
Transfab Énergie inc.	2006	CDév	-	40	-	-	40
Transport de l'Amiante	2006	CDév	-	50	-	-	50
<b>Total Chaudière - Appalaches</b>			<b>6 188</b>	<b>9 907</b>	<b>300</b>	<b>-</b>	<b>16 395</b>
<b>Côte-Nord</b>							
Boisaco inc.	2010	CDév	1 000	-	-	-	1 000
Granulco inc.	2009	CDév	-	165	-	-	165
Interconnect inc.	2006	CDév	-	69	-	-	69
Simard Suspensions inc.	2009	CDév	-	857	-	-	857
Solugaz inc.	2007	CDév	-	340	-	-	340
<b>Total Côte-Nord</b>			<b>1 000</b>	<b>1 431</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 431</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 30 juin 2011

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débentures et avances \$	Débentures et avances \$	
<b>Estrie</b>						
Camoplast Solideal inc.	2002	R & IM	27 317	-	-	27 317
Cogiscan inc.	2002	IT	849	1 300	361	2 510
Complexe sportif Interplus	2007	CDév	-	237	-	237
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	CDév	-	1 581	-	1 581
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	CDév	-	1 439	-	1 439
CoopTel, coop de télécommunication	2009	CDév	-	2 925	-	2 925
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	CDév	-	925	-	925
Électro-5 inc.	2009	CDév	-	364	-	364
FilSpec inc.	2004	CDév	1 389	-	-	1 389
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	CDév	440	123	-	563
Groupe Dagenais M.D.C. inc.	2010	CDév	-	488	-	488
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	CDév	-	370	-	370
IPS Thérapeutique inc.	2002	CDév	80	-	-	80
Kemestrie inc.	2010	CR – Santé	528	-	-	528
L.P. Royer inc.	2010	CDév	-	1 551	-	1 551
Mésotec inc.	2005	CDév	2 104	-	-	2 104
Mirazed inc.	2007	CDév	780	887	-	1 667
Multi X inc.	2006	CDév	-	126	-	126
Pétroles O. Archambault et Fils inc. (Les)	2008	CDév	-	213	-	213
Roulottes R.G. inc. (Les)	2009	CDév	-	187	-	187
Tranzyme Pharma inc.	2003	CR – Santé	10 569	-	-	10 569
<b>Total Estrie</b>			<b>44 056</b>	<b>12 716</b>	<b>361</b>	<b>57 133</b>
<b>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>						
Ateliers CFI Métal inc. (Les)	2009	CDév	-	193	-	193
Azentic inc.	2006	CDév	-	289	-	289
Construction L.F.G. inc.	2009	CDév	-	950	-	950
Éocycle Technologies inc.	2004	CDév	1 505	-	125	1 630
Gestion C.T.M.A. inc.	2007	CDév	-	1 250	-	1 250
Hôtel Baker ltée	2007	CDév	-	160	-	160
Pesca Conseillers en biologie inc.	2007	CDév	-	237	-	237
<b>Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>			<b>1 505</b>	<b>3 079</b>	<b>125</b>	<b>4 709</b>
<b>Lanaudière</b>						
9210-7614 Québec inc. (Promotion SDM)	2009	CDév	-	437	-	437
<b>Total Lanaudière</b>			<b>-</b>	<b>437</b>	<b>-</b>	<b>437</b>
<b>Laurentides</b>						
J.L. Brissette ltée	2008	CDév	125	108	-	233
<b>Total Laurentides</b>			<b>125</b>	<b>108</b>	<b>-</b>	<b>233</b>
<b>Laval</b>						
Équipements Polytek inc. (Les)	2010	CDév	-	212	-	212
Investissements Canadiens Libanais Corp. ltée (Les)	2007	CDév	-	2 563	-	2 563
Technologies 20-20 inc.	2002	IT	859	-	-	859
<b>Total Laval</b>			<b>859</b>	<b>2 775</b>	<b>-</b>	<b>3 634</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 30 juin 2011

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Débitures et avances	Débitures et avances		
			\$	\$	\$		
<b>Mauricie</b>							
Atelier d'usinage Tifo inc.	2006	CDév	-	77	-	-	77
Groupe Soucy inc.	2008	CDév	-	292	-	-	292
Innovations Voltflex inc.	2006	CDév	17	380	50	-	447
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	CDév	-	5 328	-	-	5 328
Morand Excavation inc.	2007	CDév	-	278	-	-	278
Plomberie René Gilbert Itée	2009	CDév	-	303	-	-	303
Premier Aviation Centre de révision inc.	2005	CDév	-	1 041	-	-	1 041
RGF Électrique inc.	2009	CDév	-	708	-	-	708
<b>Total Mauricie</b>			17	8 407	50	-	8 474
<b>Montérégie</b>							
A & D Prévost inc.	2011	R & IM	9 472	9 600	-	-	19 072
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	CDév	6 000	-	-	-	6 000
Acema Importations inc.	2008	CDév	-	338	-	-	338
Approvisionnement populaire inc.	2009	CDév	-	350	-	-	350
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	CDév	-	4 454	-	-	4 454
Climatisation Mixair inc.	2008	CDév	-	160	-	-	160
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	R & IM	5 827	6 555	-	-	12 382
Équipement militaire Mil-Quip inc.	2007	CDév	-	272	-	-	272
Galenova inc.	2006	CDév	-	195	-	-	195
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	CDév	-	1 875	-	-	1 875
Maçonnerie Rainville et Frères inc.	2007	CDév	-	33	-	-	33
Mini-Centrales de l'Est inc.	2006	CDév	-	200	-	-	200
Miss Arachew inc.	2006	CDév	-	156	-	-	156
Normandin inc.	2010	CDév	-	888	-	-	888
Plomberie Piché & Richard inc.	2010	CDév	-	263	-	-	263
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	CDév	163	920	-	-	1 083
Ricardo Média inc.	2009	CDév	-	620	-	-	620
Soleil Communication-Marketing Itée	2007	CDév	-	90	-	-	90
Station Skyspa inc.	2010	CDév	-	900	-	-	900
<b>Total Montérégie</b>			21 462	27 869	-	-	49 331
<b>Montréal</b>							
3252736 Canada Inc. (anc. Bionix inc.)	2010	IT	171	-	-	-	171
3CI inc.	2007	CDév	1 500	950	-	-	2 450
9031-1671 Québec inc. (Fondations Prétech)	2008	CDév	-	446	-	-	446
9217-0935 Québec inc. (MVM)	2009	IT	-	250	-	-	250
Active Tech Electronics Inc.	2008	CDév	1 250	2 250	340	-	3 840
Alyotech Canada inc.	2006	R & IM	6 886	-	-	-	6 886
APTITUDE, Service de consultation en réadaptation professionnelle inc.	2006	CDév	-	-	149	-	149
Behaviour Interactif inc.	2002	IT	1 186	-	-	-	1 186
Bionix (2010) inc.	2010	IT	-	-	70	-	70
Cavalia inc.	2010	R & IM	-	1 000	-	-	1 000
Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	2005	CDév	-	1 009	-	-	1 009
Coopérative travailleurs actionnaire de Magnus Poirier	2009	CDév	-	522	-	-	522
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	CDév	356	727	-	-	1 083
Enobia Pharma inc.	2005	CR – Santé	16 628	-	-	-	16 628
Formédica Itée	2009	CDév	3 900	-	-	-	3 900
GES Technologies inc.	2007	CDév	-	252	-	-	252
Groupe de Jeux Amaya inc.	2010	CDév	-	1 175	-	-	1 175
Groupe Graham International inc.	2011	R & IM	4 050	6 750	-	-	10 800
Groupe Habitations Signature inc.	2010	CDév	-	3 500	-	-	3 500
Groupe Tapico inc.	2009	CDév	-	110	-	-	110
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	R & IM	3 000	3 438	-	-	6 438

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 30 juin 2011

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Débitures et avances	Débitures et avances		
			\$	\$	\$		
La Coop fédérée	2005	CDév	-	25 000	-		25 000
LxData inc.	2002	IT	10 917	-	845		11 762
Manutention Québec inc.	2007	CDév	-	1 450	-		1 450
Mon Mannequin Virtuel inc.	2005	IT	13	2 000	242		2 255
Negotium Technologies	2008	IT	60	-	-		60
Osprey Pharmaceuticals Limited	2003	CR – Santé	3 308	-	-		3 308
Systemex Communications (S.C.) inc.	2010	CDév	-	1 000	-		1 000
<b>Total Montréal</b>			<b>53 225</b>	<b>51 829</b>	<b>1 646</b>		<b>106 700</b>
<b>Ontario</b>							
Skywave Mobile Communications inc.	2010	IT	7 249	-	-		7 249
<b>Total Ontario</b>			<b>7 249</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>7 249</b>
<b>Outaouais</b>							
Cactus Commerce inc.	2004	IT	1 277	2 000	-		3 277
Coopérative forestière de l'Outaouais	2006	CDév	-	184	-		184
Evolutel inc.	2008	CDév	-	195	-		195
Expertronic (3573851 Canada inc.)	2008	CDév	-	333	-		333
Groupement forestier du Pontiac inc.	2006	CDév	-	73	-		73
<b>Total Outaouais</b>			<b>1 277</b>	<b>2 785</b>	<b>-</b>		<b>4 062</b>
<b>Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>							
9137-1666 Québec inc. (Constructions P3L)	2007	CDév	-	759	-		759
9214-8832 Québec inc.	2009	CDév	-	425	-		425
Alutrans Canada inc.	2008	CDév	150	150	-		300
André Potvin cuisine/salle de bain Inc.	2008	CDév	125	106	-		231
Charcuterie L. Fortin ltée	2008	CDév	-	182	-		182
Constructions Proco inc.	2007	CDév	500	284	-		784
Coopérative Forestière de Girardville	2007	CDév	-	267	-		267
Démolition et excavation Demex inc.	2008	CDév	-	383	-		383
Échafaudage Industriel inc.	2010	CDév	-	423	-		423
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	CDév	-	594	-		594
Entreprises Rodrigue Piquette inc. (Les)	2010	CDév	-	-	486		486
Frigon Électrique inc.	2005	CDév	-	17	-		17
Groupe Canmec inc.	2004	R & IM	3 286	1 214	-		4 500
Groupe Nokamic inc.	2005	CDév	-	182	-		182
Immeubles Ultra-Violet inc.	2010	CDév	-	775	-		775
Nature 3M inc.	2002	CDév	-	34	-		34
Nokamic inc.	2010	CDév	-	-	356		356
Norfruit inc.	2010	CDév	-	180	-		180
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	CDév	750	750	-		1 500
Scierie Gauthier ltée	2006	CDév	-	455	-		455
Services de soins de santé Opti-Soins inc. (Les)	2008	CDév	400	253	-		653
Services Nolitrex inc.	2008	CDév	500	408	-		908
Transports Réjean Fortin inc.	2006	CDév	-	62	-		62
Végétolab inc.	2003	CDév	-	8	10		18
Viandes C.D.S. inc. (Les)	2006	CDév	405	-	-		405
Vieille Garde inc. (La)	2009	CDév	-	128	-		128
Vitrierie A. & E. Fortin inc.	2010	CDév	300	300	-		600
<b>Total Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>			<b>6 416</b>	<b>8 339</b>	<b>852</b>		<b>15 607</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 30 juin 2011

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Débentures et avances	Débentures et avances	
<b>Hors Canada</b>						
Pharmaxis Ltd	2010	CR – Santé	2 137	-	-	2 137
<b>Total Hors Canada</b>			<b>2 137</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 137</b>
<b>Fonds</b>						
Capital croissance PME, S.E.C.	2010	Fonds	18 293	-	-	18 293
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	Fonds	42 186	-	-	42 186
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	Fonds	10 486	-	-	10 486
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	Fonds	9 095	-	-	9 095
Fonds d'investissement pour la relève agricole	2011	Fonds	333	-	-	333
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	Fonds	2 274	-	-	2 274
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	Fonds	8 729	-	-	8 729
<b>Total Fonds</b>			<b>91 396</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>91 396</b>
<b>Total au coût</b>			<b>278 330</b>	<b>185 724</b>	<b>3 672</b>	<b>467 726</b>

**Légende par secteur d'activité**

CDév:	Capital de développement
R & IM:	Rachats d'entreprises et investissements majeurs
IT:	Innovations technologiques
CR – Santé:	Capital de risque - Santé
Fonds	Fonds

Ce relevé des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 4 des états financiers de la Société.

## **Capital régional et coopératif Desjardins**

Relevé des autres investissements

**Au 30 juin 2011**

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

### Au 30 juin 2011

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
<b>Obligations (80,2 %)</b>				
<b>Obligations fédérales et garanties (28,5 %)</b>				
Gouvernement du Canada	2015-12-01, 3,00 %	84	86	87
	2019-06-01, 3,75 %	18 800	20 141	19 951
	2020-06-01, 3,50 %	5 700	5 979	5 912
PSP Capital inc.	2013-12-09, 4,57 %	3 000	3 091	3 172
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2012-06-01, 3,40 %	22 000	22 177	22 407
	2013-12-15, 2,70 %	11 200	11 439	11 436
	2014-09-15, 2,75 %	13 383	13 323	13 662
	2015-03-15, 2,95 %	7 250	7 289	7 438
	2015-12-15, 2,75 %	2 000	1 996	2 026
	2016-02-01, 4,25 %	8 700	8 902	9 358
	2016-06-15, 2,75 %	3 819	3 789	3 850
	2017-02-01, 4,35 %	7 500	7 604	8 125
	2018-12-15, 4,10 %	21 100	22 132	22 500
	2020-12-15, 3,35 %	28 819	28 695	28 660
	2021-06-15, 3,80 %	24 100	24 713	24 740
<b>Total obligations fédérales et garanties</b>		<b>177 455</b>	<b>181 356</b>	<b>183 324</b>
<b>Obligations provinciales et garanties (27,5 %)</b>				
Cadillac Fairview Finance Trust	2016-01-25, 3,24 %	5 500	5 536	5 577
CDP Financière	2015-07-15, 1,75 %	21 550	21 587	21 596
Hydro-Québec	2012-07-16, 3,90 %	5 000	4 981	5 126
	2020-08-15, 0,00 %	7 200	4 878	5 010
	2020-08-15, 11,00 %	6 600	10 089	10 243
Municipal Finance Authority of British Columbia	2016-04-19, 4,65 %	2 000	2 088	2 172
	2019-06-03, 4,88 %	4 000	4 295	4 343
Office ontarien de Financement de l'Infrastructure Stratégique	2015-06-01, 4,60 %	3 000	3 035	3 217
Province de l'Ontario	2014-03-08, 5,00 %	13 000	13 773	14 014
	2017-03-08, 4,30 %	9 475	10 212	10 161
	2021-06-02, 4,00 %	9 000	9 194	9 112
Financement Québec	2015-12-01, 4,25 %	6 130	6 341	6 551
	2016-12-01, 3,50 %	4 920	4 978	5 066
	2017-12-01, 3,50 %	14 600	14 726	14 857
Province de Québec	2018-12-01, 4,50 %	12 600	13 254	13 489
	2019-12-01, 4,50 %	22 584	23 563	23 970
	2020-12-01, 4,50 %	16 825	17 875	17 717
Ville de Laval	2015-03-12, 4,30 %	1 156	1 148	1 221
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	2 500	2 560	2 721
<b>Total obligations provinciales et garanties</b>		<b>167 640</b>	<b>174 113</b>	<b>176 163</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2011

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
<b>Obligations d'institutions financières (19,8 %)</b>				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2015-04-30, 4,11 %	3 900	4 028	4 044
	2017-07-14, 3,95 %	4 500	4 612	4 617
	2018-06-06, 6,00 %	2 000	2 272	2 250
Banque de Montréal	2016-04-21, 5,10 %	12 050	12 761	12 982
	2016-07-08, 3,98 %	1 000	1 021	1 014
	2018-05-02, 6,02 %	3 150	3 452	3 602
Banque de Nouvelle-Écosse	2013-03-27, 4,99 %	8 980	9 257	9 400
	2014-04-15, 4,94 %	3 500	3 675	3 704
	2016-02-22, 3,61 %	1 000	1 000	1 023
	2017-06-08, 4,10 %	1 000	1 032	1 034
Banque Nationale du Canada	2014-12-22, 4,93 %	3 100	3 181	3 303
Banque Royale	2013-03-11, 4,84 %	9 500	9 794	9 916
	2015-06-15, 4,35 %	4 000	4 032	4 158
	2017-01-25, 3,66 %	2 400	2 400	2 436
Banque Toronto Dominion	2012-11-01, 5,38 %	4 700	4 885	4 906
	2013-06-03, 5,69 %	5 400	5 578	5 742
	2016-12-14, 4,78 %	1 234	1 267	1 294
	2018-07-09, 5,83 %	8 400	9 337	9 384
Bear Stearns	2012-07-20, 4,35 %	1 500	1 520	1 535
BMW Canada inc.	2013-03-28, 3,22 %	300	300	305
Caisse centrale Desjardins	2014-02-11, 1,82 %	1 000	1 000	1 001
	2017-10-05, 3,50 %	4 200	4 134	4 177
Capital Desjardins	2014-04-01, 5,76 %	3 000	3 121	3 220
	2020-05-05, 5,19 %	5 250	5 498	5 523
CI Financial Corp	2012-12-17, 3,30 %	716	716	725
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	2 200	2 678	2 652
Financière Sun Life	2018-01-30, 5,59 %	1 000	1 001	1 064
	2019-07-02, 5,70 %	2 000	2 154	2 172
First Capital Realty	2015-06-01, 5,95 %	1 000	1 038	1 072
GE Capital	2015-02-11, 4,65 %	4 000	4 086	4 218
	2017-08-17, 5,53 %	2 600	2 823	2 824
Great-West Lifeco inc.	2018-03-21, 6,14 %	1 500	1 541	1 696
Honda Canada Finance	2013-05-09, 5,08 %	1 200	1 204	1 258
RBC Trust Capital Securities	2018-06-30, 6,82 %	3 000	3 484	3 459
Société Financière IGM Inc.	2019-04-08, 7,35 %	1 850	2 205	2 195
TD Capital Trust	2018-12-31, 7,24 %	2 000	2 382	2 355
VW Credit Canada inc.	2016-02-01, 3,60 %	390	390	397
<b>Total obligations d'institutions financières</b>		<b>118 520</b>	<b>124 859</b>	<b>126 657</b>
<b>Obligations de sociétés (4,4 %)</b>				
Aéroport d'Ottawa	2017-05-02, 4,73 %	150	149	160
Bell Canada	2016-05-19, 3,65 %	1 600	1 611	1 610
	2017-02-15, 5,00 %	1 500	1 582	1 591
	2021-05-19, 4,95 %	2 000	2 021	2 000
British Columbia Ferry Services Inc.	2014-05-27, 5,74 %	100	104	109
First Capital Realty	2019-07-30, 5,48 %	800	814	814
Greater Toronto Airport	2017-06-01, 4,85 %	3 105	3 272	3 346
Hydro Ottawa	2015-02-09, 4,93 %	115	116	123
Loblaw	2020-06-18, 5,22 %	3 500	3 617	3 628
Nova Scotia Power	2013-10-01, 5,75 %	800	816	860
Rogers Communications	2019-11-04, 5,38 %	2 000	2 059	2 074

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2011

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
<b>Obligations de sociétés (suite)</b>				
Rogers Communications	2021-03-22, 5,34 %	2 700	2 734	2 719
RONA inc.	2016-10-20, 5,40 %	600	632	617
Shaw Communications	2019-10-01, 5,65 %	675	695	693
Shoppers Drug Mart	2013-06-03, 4,99 %	690	717	724
TELUS	2019-12-04, 5,05 %	5 250	5 368	5 379
Thompson Reuters Corporation	2015-07-15, 5,70 %	1 500	1 606	1 659
<b>Total obligations de sociétés</b>		<b>27 085</b>	<b>27 913</b>	<b>28 106</b>
<b>Total obligations</b>		<b>490 700</b>	<b>508 241</b>	<b>514 250</b>
<b>Instruments de marché monétaire (15,7 %)</b>				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2011-07-07, 0,00 %	300	300	300
Financement Québec	2011-09-22, 1,08 %	7 974	7 974	7 974
Province de la Colombie-Britannique	2011-07-11, 0,00 %	13 000	12 996	12 996
Province de l'Ontario	2011-08-10, 1,11 %	5 281	5 281	5 281
	2011-08-10, 0,00 %	500	499	499
Province de Québec	2011-08-31, 1,10 %	9 965	9 965	9 965
	2011-10-14, 1,20 %	9 940	9 940	9 940
	2011-12-01, 1,18 %	19 878	19 878	19 878
Société de transport de Montréal	2011-07-15, 1,10 %	20 869	20 869	20 869
	2011-07-15, 1,12 %	4 991	4 991	4 991
	2011-08-15, 1,08 %	7 987	7 987	7 987
<b>Total instruments de marché monétaire</b>		<b>100 685</b>	<b>100 680</b>	<b>100 680</b>
<b>Contrats de change (0,1 %)</b>				
Caisse centrale Desjardins	2011-07-15, 1,0329 \$ CA/\$ AU <sup>1</sup>	900 \$ AU	s.o.	0
	2011-07-15, 0,9690 \$ CA/\$ US	78 400 \$ US	s.o.	323
Couverture d'investissements à impact économique québécois				
<b>Total contrats de change</b>				<b>323</b>
			<b>Nombre d'actions</b>	
<b>Actions privilégiées (4,0 %)</b>				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	Perpétuelle, 5,75 %	17 000	454	427
	Perpétuelle, 5,50 %	15 000	401	378
	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	401	376
Banque de Nouvelle-Écosse	Perpétuelle, 5,60 %	20 000	505	520
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 5,85 %	6 200	165	159

<sup>1</sup> \$ AU: Dollar Australien



## **Capital régional et coopératif Desjardins**

Répertoire de la quote-part des investissements au coût  
effectués par des fonds spécialisés et partenaires  
**Au 30 juin 2011**

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2011

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Débentures et avances \$	Débentures et avances \$	
31-12-2010	<b>Desjardins – Innovatech S.E.C.</b>	<b>57,4</b>			
	Albert Perron inc.	653	-	550	1 203
	AxesNetwork Solutions inc.	-	-	230	230
	Boisaco inc.	1 723	-	-	1 723
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.	-	172	-	172
	Concept Mat inc. et 9200-7848 Québec inc.	-	306	-	306
	Éocycle Technologies inc.	859	35	-	894
	Équipements Comact inc.	287	529	-	816
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	172	790	962
	Groupe Ohméga inc.	76	86	-	162
	KGI Systèmes automobiles inc.	-	-	431	431
	LVL Global inc.	201	-	-	201
	Menu-Mer ltée	-	164	-	164
	Produits forestiers LAMCO inc.	328	-	-	328
	Roemec Mining inc.	-	-	460	460
	Autres compagnies (8) inférieures à 145 000 \$	184	374	238	796
		4 311	1 838	2 699	8 848
	Fonds engagés mais non déboursés				460
	<b>Total Desjardins – Innovatech S.E.C.</b>				<b>9 308</b>

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Débentures et avances \$	Débentures et avances \$	
31-12-2010	<b>Capital croissance PME, S.E.C.</b>	<b>50,0</b>			
	9076-6098 Québec inc.	-	750	-	750
	9224-7519 Québec inc.	-	-	750	750
	Ambulance Médilac inc.	-	438	-	438
	Groupe Fillion Sportif inc.	-	250	-	250
	Groupe Loïselle inc.	-	750	-	750
	Location Paul Boudreau inc.	-	375	-	375
	Lucien Mirault inc.	-	243	-	243
	Sid Lee inc.	-	-	1 000	1 000
	Systemex Communications (S.C.) inc.	-	1 500	-	1 500
		-	4 306	1 750	6 056
	Fonds engagés mais non déboursés				2 125
	<b>Total Capital croissance PME, S.E.C.</b>				<b>8 181</b>

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

